l'Humanité Rouge

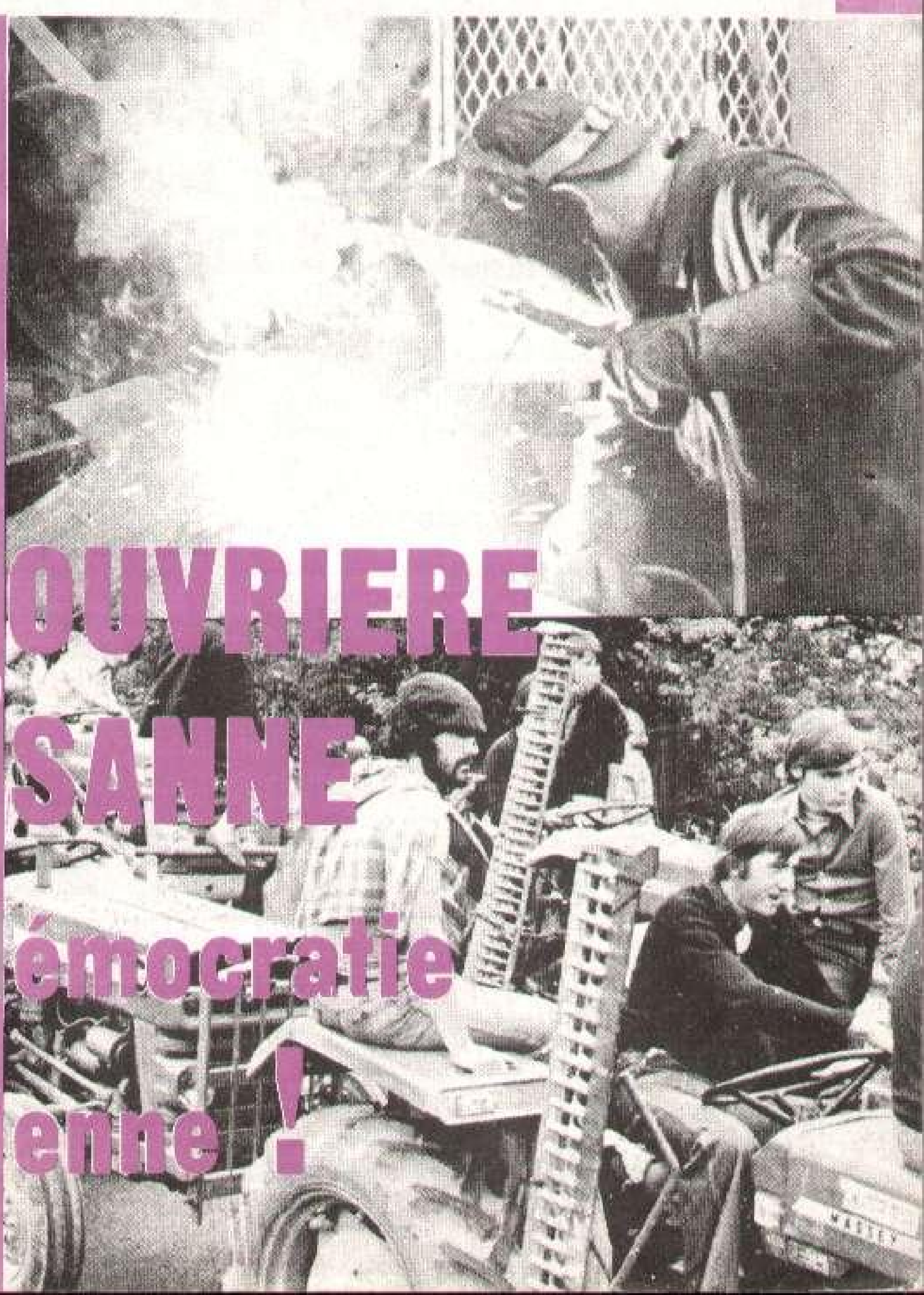
BIMENSUEL 3 F

No 26 -- Du 2 au 16 mars
Supplément à l'Humanité rouge No 837

Entretien avec l'ambassadeur de Somalie en France (P.16.17.18)

Spécial élections

VOTEZ UNION OUVRIERE et PAYSANNE pour la démocratie prolétarienne !



Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Dans ce numéro

International

La France des luttes

Informations générales

Culturel

Spécial élections



L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP – 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 1er trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef*, Henri Jour. *Rédacteurs :* Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclerq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes :* Claude Liria et Nicole Margerie. *Illustration :* Jean-Luc Boyer. *Administration : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Relz.* Imprimerie La Nouvelle. *Directrice de publication : Suzanne Marty.*

Le 12 mars prochain

Votez pour les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

Nous l'affirmons : aucun changement durable ne sortira des urnes en faveur des intérêts de la classe ouvrière, des petits paysans et des masses populaires.

Seules des luttes de classe immédiates et de longue durée pourront imposer des changements correspondants aux revendications politiques et syndicales des travailleurs.

Les élections législatives n'en revêtent pas moins une importance exceptionnelle, car elles ont lieu à un moment où s'aiguisent considérablement les contradictions entre notre peuple et les politiciens de la bourgeoisie en France. De plus, elles se déroulent tandis que, sur le plan international, grandissent les menaces de guerre.

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées sur les événements qui vont suivre les scrutins des 12 et 19 mars 1978. Mais que la droite ou la gauche l'emporte, les travailleurs trompés par les illusions du Programme commun seront inéluctablement conduits à prendre conscience de la vanité de la stratégie de *« voie pacifique »*, mise en œuvre par les dirigeants du Parti communiste français. Une fois de plus, les thèses et pratiques opportunistes de droite vont apporter à ceux qu'elles ont mystifiés de douloureux lendemains.

En ces circonstances, les propositions avancées par les communistes fidèles au marxisme, au léninisme et à la pensée-maotsétoung vont acquérir une crédibilité croissante. Des travailleurs de plus en plus nombreux vont ouvrir les yeux sur les réalités que nous ne cessons de clamer depuis maintenant plus de quinze années, en dénonçant le révisionnisme moderne du Parti communiste français, de même que le caractère social-impérialiste de l'Union soviétique.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier et communiste de notre pays, il y aura bientôt des minutes de vérité.

Un courant politique encore hétérogène précède déjà ces événements et témoigne des possibilités croissantes de la prise de conscience des masses.



Editorial

(Suite de la page 3)

Deux faits sont à retenir de ce point de vue.

D'abord, le nombre des prises de position refusant tout désistement pour les partis traditionnels de droite ou de gauche au second tour. L'UJP gaulliste, le Mouvement des démocrates de Michel Jobert, le Parti social démocrate en agissant de la sorte, s'opposent à ceux qu'ils auraient soutenus voilà quelques années, les politiciens de droite. Les écologistes dans leur majorité, le mouvement des femmes refusent, dans des circonstances similaires, de reporter leur capital électoral respectif à l'avantage des partis de l'Union de la gauche. Par delà les divergences souvent fondamentales qui opposent toutes ces formations entre elles comme avec nous-mêmes, il convient de discerner que ces prises de position reflètent l'essor en cours du mécontentement populaire et du refus de la politique de la bourgeoisie de droite et de gauche, telle qu'elle est poursuivie ou proposée par les grands partis, du RPR de Chirac au PCF de Marchais.

Par ailleurs, l'augmentation considérable du nombre des candidatures comporte aussi une signification allant dans le même sens. Sur 4 285 candidats inscrits, dont 2 096 ne soutienne pas la majorité en place, il y a 1 046 candidats que le ministère de l'Intérieur classe dans *« l'extrême-gauche »*, c'est-à-dire en dehors de l'Union de la gauche. Même si se trouvent inclus dans ce chiffre tous les candidats trotskistes, cela ne traduit-il pas une augmentation sensible de la confiance dans les partis traditionnels, le Mouvement des radicaux de gauche, le Parti socialiste et le Parti communiste français.

Certes, parmi ces *« extrêmes-gauches »* figurent les candidats du PSU, de la Ligue et de l'OCT, qui se désisteront au second tour pour l'Union de la gauche. Mais c'est là justement la raison de l'inconfort remarquable dans lequel se trouvent du même coup les dirigeants de ces trois formations. En se faisant les rabatteurs des grands partis dits de gauche, partis réformiste et révisionniste, donc contre-révolutionnaires, ces dirigeants ont placé leurs formations à contre-courant de ce qui nait et va grandir. Une fois de plus, leur opportunisme les a aveuglés. Aussi un grand nombre de militants et sympathisants de ces trois formations sont actuellement plongés dans un profond désarroi. Le PSU et la Ligue risquent de connaître bientôt des crises internes aussi graves que celle qui vient de désagréger l'OCT.

Les marxistes-léninistes ont pour tâche d'apporter à ces militants désorientés leurs explications, leurs propositions politiques concrètes. Comme pour les adhérents de base du Parti socialiste et du Parti communiste français, il importe de bien distinguer les militants de base du PSU et des groupes trotskistes de leurs dirigeants.

En Afrique, les agresseurs soviétiques et leur légion étrangère cubaine poussent leurs forces armées en avant contre la Somalie indépendante, comme ils l'ont déjà fait en Angola et comme ils ont tenté de le faire contre le Zaïre. Les nouveaux tsars agissent ainsi en suivant le processus d'expansion progressive, par bonds successifs, que réalisa avec succès Hitler de 1933 à 1939, avant le déclenchement *« officiel »* de la Seconde Guerre mondiale. La guerre dans la corne de l'Afrique, n'est-elle pas un conflit à l'occasion duquel le social-impérialisme russe effectue de grandes manœuvres militaires, préparant activement ses opérations futures contre l'Europe occidentale elle-meme ? Hitler prépara ses agressions en intervenant d'abord en Espagne, puis en occupant par surprise différents pays d'Europe. N'oublions pas les leçons de l'Histoire.

Tandis que les politiciens bourgeois s'entre-déchirent autour du gâteau fabuleux que représente l'État capitaliste, seuls les marxistes-léninistes interviennent pour tirer la sonnette d'alarme, pour défendre la paix en dénonçant les préparatifs de guerre monstrueux du social-impérialisme soviétique. Il faut défendre la paix, pied à pied, mais aussi se préparer à la résistance et à la guerre juste contre la guerre d'agression social-impérialiste.

Les simples ouvriers et ouvrières, employés, petits paysans qui sont candidats de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* ne sont pas des politiciens bourgeois, arrivistes, corrompus, vendus aux puissances d'argent, mais des hommes et des femmes du peuple, présents dans le peuple, indissociables du peuple.

Sans doute utiliseront-ils les élections législatives avant tout pour diffuser les propositions d'actions revendicatives, politiques et révolutionnaires soutenues par les partis marxistes-léninistes. Sans doute déclarent-ils qu'ils ne visent pas à être élus députés, en proclamant que d'autres voies peuvent et doivent être ouvertes pour imposer les changements durables conformes aux intérêts de tous les travailleurs. Sans doute encore la campagne engagée fournit-elle une remarquable occasion de faire avancer plus rapidement que prévu les deux partis marxistes-léninistes vers leur unification dans un parti marxiste-léniniste unique.

Mais ces réalités tactiques méritent d'être approuvées par les ouvriers, par les petits paysans, par les masses populaires. Aussi est-ce à ce titre, sans sombrer dans l'électoralisme ou le crétinisme parlementaire, que nous appelons à voter, à faire voter pour les candidats de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne.*

Les marxistes-léninistes offrent aux travailleurs des villes et des campagnes une stratégie de lutte que les dirigeants du Parti communiste français ont trahie depuis maintenant longtemps, une stratégie qui n'est pas inconnue dans notre pays et qui se fonde sur les traditions révolutionnaires de notre prolétariat, de notre peuple. Voter pour leurs candidats, c'est approuver et soutenir cette stratégie.

Alors, votez et faites voter pour les candidats de l'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*, soutenus par le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste et par le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Jacques JURQUET

La droite
Des hommes des trusts

Le baron Empain est enlevé. Les révélations tombent peu à peu et viennent nous apprendre qu'il est l'ami intime de Giscard, ou nous rappeler ses rivalités avec le général De Gaulle, sa complicité politique avec Giscard.

Chirac prend, il y a un an la tête du gaullisme. Des barons gaullistes n'aiment pas cela et commencent à parler : Chirac est l'homme de Dassault, l'homme de paille dit-on même.

Les hommes politiques de la droite sont les hommes des trusts.

Prenons quelques exemples :

Les saintes familles

Au sein de la bourgeoisie monopoliste, les belles histoires d'amour sont toujours des histoires d'argent Dans ce milieux-là, on se marie encore comme sous la monarchie, par alliance d'argent.

Le frère de De Gaulle est entré à la banque d'Union parisienne par ce moyen. Tandis que le fils de De Gaulle a épousé une fille de Montalembert, petite fille de Francois de Wendel.

Giscard est lié par sa femme à la famille Schneider, puisqu'Anne Aymone de Brantes est la petite fille du vieux Schneider. Par son frère et son beau-frère, Giscard est lié à la banque de Suez.

Les cumulards

Certains hommes politiques de la droite en arrivent à un véritable cumul par tout un jeu d'ailliances, mariées ou autres.

Le ministre Chalandon est ou a été un moment : — PDG de la Banque commerciale de Paris, PDG d'une entreprise d'études immobilières, la SERDI, administrateur de Inno-France, administrateur de la compagnie franco-africaine de recherche pétrolière, il dirige aujourd'hui les pétroles d'Elf-Aquitaine.

Le ministre Boulin n'est pas au chômage lui non plus : administrateur-conseil de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, administrateur-conseil de la société Heinz-Perrier, administrateur de l'Office commercial pharmaceutique.

Service rendu

Ces faits sont la preuve concrète de ce qu'est la droite : non pas le représentant de tous les Français, non pas un vaste mouvement populaire comme aimait le dire De Gaulle, mais un ensemble de partis dirigés par des hommes au service des monopoles. Pompidou a géré l'État au service de Rotschild et des groupes alliés, comme il avait servi Rotschild à l'époque où il en était directeur.

Il existe aujourd'hui dans un pays comme la France, un pays capitaliste monopoliste d'État, une fusion étroite entre les banques, les trusts et l'État. Les hommes d'État sont les hommes des banques.

La politique que mènent ou ont mené Barre-Chirac-Giscard et la politique qu'ils meneront au lendemain du 19 mars s'ils sont à nouveau majoritaire sera une politique au service des monopoles. Et exclusivement au service des monopoles.

Ph. L.

Giscard est lié à Empain-Schneider (et Schneider), groupe dans lequel on trouve aussi Chalandon. Giscard est aussi lié au groupe bancaire Suez où l'on trouve aussi Fourcade.

Chirac est lié aux groupes Dassault et Vemes. On y retrouve aussi en vrac : Pompidou, Guéna, Galley, Missoffe et Chalandon.

De Gaulle est attaché au groupe Wendel (Wendel-Usinor) où figure aussi le nom de Debré.

Chaban-Delmas est l'homme de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson.

Couve-de-Murville défend les intérêts de la banque Paribas avec Simone Veil. On trouve aussi le nom de Couve-de-Murville dans Péchiney-Ugine-Kuhlman.

Enfin signalons que *Baumgartner* est le représentant de la CGE (groupe CGE-Alsthom) et que *d'Ornano* est l'homme de l'Oréal. Autre parfumé l'Oréal : Bettencourt.



Le 12 mars, l'enjeu pour la droite : quelle politique pour les monopoles ?. Sur notre photo : la Bourse.

Pour certains cela a fait l'effet d'une bombe. La droite s'était unie pour ces élections (le « Pacte de la majorité ») et soudain cette unité volait en morceaux. En deux morceaux plus précisément. A l'initiative de Servan-Schreiber sans doute, les giscardiens, les centristes de Lecanuet et les radicaux de Jean-Jacques Servan-Schreiber, formaient l'Union pour la démocratie française, contre le RPR gaulliste de Chirac. Il y aura dans la grande majorité des cas deux candidatures de la droite au premier tour. Pourquoi ?

Un exemple de ce qui divise la droite

Empain contre De Wendel

Tout d'abord les deux fractions sont divisées sur la politique à suivre face au mécontentement grandissant des travailleurs, mais aussi ces divisions correspondent à des rivalités entre monopoles.

Empain contre De Gaulle

Prenons l'exemple de la longue montée du baron Empain aux sommets du capitalisme français.

Peu après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, l'empire industriel Schneider connait un léger problème : 8 % de ses actions se trouvent disponibles sur le marché.

Un acheteur se présente : le baron Empain, rival d'origine belge. A partir de ce moment, commence l'ascension d'Empain au sein de Schneider et du capitalisme français.

Or, De Gaulle est étroitement lié au troisième compère de notre histoire, le groupe De Wendel, qui voit d'un mauvais œil la montée du jeune Empain. La politique se met en action, au service du groupe De Wendel. De Gaulle impose au groupe Schneider un homme à sa dévotion (donc aussi à la dévotion du groupe De Wendel), un nommé Gaspard. Empain n'a même pas un petit tabouret au conseil d'administration.

Le baron Empain fait appel en justice. Ses droits sur le capital sont reconnus. La puissance d'Empain grandit : Quand Pompidou succède à De Gaulle, le combat secret des gaullistes contre Empain continue.

Empain avec Giscard

Mais Empain n'est pas seul. Si De Wendel a les politiciens gaullistes à son service, Empain peut, lui, compter sur les giscardiens. Là encore la politique prend le relais de l'économique.

Nos lecteurs s'en souviennent peut-être, aux législatives de 1967, Giscard d'Estaing lâche De Gaulle. C'est le fameux « Oui, mais... ».

Et de même qu'Empain monte au palmarès des trusts, Giscard monte au palmarès des partis bourgeois. L'ascension est presque simultanée. Jusqu'au moment où Empain est au sommet de sa gloire et où Giscard devient président de la République, en éliminant au passage le gaulliste Chaban-Delmas.

Un an après l'élection de Giscard à la présidence, le groupe Empain-Schneider obtient du gouvernement le quasi-monopole du nucléaire en France.

C'est la victoire du giscardisme et des monopoles qui le soutiennent sur le gaullisme et des monopoles qui le soutiennent. Le combat n'est pas fini. La concurrence monopoliste est dans la nature même du capitalisme. Aujourd'hui les gaullistes préparent l'heure où ils espèrent avoir à nouveau le pouvoir d'État.

Ils pourrront alors remettre l'État plus directement au service des monopoles auxquels ils sont liés. Pour cela ils ont fabriqué un homme politique : Chirac et un parti : le RPR.

L'UDF a pour but de bloquer cette reconquête du pouvoir. Nous disions au début de notre article que ce front fut créé à l'initiative de Servan-Schreiber. Or JJ. SS est lui aussi, par son groupe de presse, intimement lié au baron Empain.

Ph. L.

Le 10 janvier 1967, Giscard dit « oui, mais... » à De Gaulle. Les trusts Empain, Schneider, CGE, le groupe bancaire de Suez jouent la carte Giscard contre De Wendel, Dassault et la banque Paribas qui gardent la carte gaulliste. Sept ans après, Giscard est président de la République.



A entendre Chirac ou Servan-Schreiber, Barre ou Soisson, les divergences politiques entre l'Union pour la démocratie française de Giscard et le RPR gaulliste seraient des divergences essentielles. Il est vrai qu'il s'agit de deux politiques monopolistes un peu différentes, face à la crise et au mécontentement grandissant des travailleurs. Mais ce n'est qu'une affaire de nuance.

Ce qui unit la droite

Frapper tout ce qui bouge

La politique de toute la droite, c'est à la fois assurer les profits des monopoles et tenir en laisse les travailleurs.

Deux classes

Prenons deux exemples.

Giscard arrive au pouvoir, il définit une politique dite du « tout nucléaire ». Est-ce une politique dans l'intérêt des travailleurs ? Les paysans chassés de leur terre pour que soit construite une centrale, les techniciens qui voient chaque jour le manque de sécurité qui règne dans ces centrales ont déjà répondu : NON.

Est-ce une politique au service des monopoles ? OUI ! L'ami intime de Giscard, Empain, a obtenu le monopole de la production nucléaire française.

De Wendel décide de déplacer ses usines de l'est de la France vers des cieux plus propices à faire d'énormes profits. Est-ce une politique conforme aux intérêts des travailleurs ? Les licenciés des usines métallurgiques ou sidérurgiques de l'Est peuvent affirmer que non.

Par contre, grâce aux ministres gaullistes encore en place ou influents, les maitres des Forges, De Wendel, ont été couverts et aidés par le gouvernement pour cette opération.

Voilà qui est clair. Quand on fait une politique au service des monopoles capitalistes, elle se fait au détriment des travailleurs.

La carotte et le bâton

Devant le mécontentement des travailleurs, les hommes politiques au service des monopoles proposent aujourd'hui deux solutions légèrement différentes.

L'Union pour la Démocratie Française de Giscard-Lecanuet-JJ SS voudrait endormir les travailleurs par des réformes (qui ne réforment rien) et des paroles libérales (nous sommes certainement en ce moment le peuple du monde le plus riche... en promesses).

Tout en continuant à parler de participation, c'est-à-dire de participation des travailleurs à la gestion de l'État et aux bénéfices des usines, coude-à-coude avec leurs patrons. Chirac insiste plus sur l'ordre et la répression du désordre. Il attaque ouvertement les syndicats et les grèves. Il a plus confiance dans le bâton que dans la carotte.

Mais Giscard ne manierait-il pas le bâton ? C'est bien Giscard le libéral qui vient d'organiser le plus grand quadrillage policier jamais vu (fouilles de voitures, arme au poing), qui se révèle être un patron de choc face aux grévistes des PTT ou de l'EDF, qui couvre les assassins de l'immigré Laïd Sebaï et de tant d'autres... Drôle de libéral !

D'une part la répression dès que les travailleurs lèvent la tête contre l'exploitaiton quotidienne et d'autre part les paroles douces du capitalisme à visage humain : les deux vont toujours ensemble. Même si Chirac insiste plus sur l'un et Giscard sur l'autre.

On ne peut choisir

Le résultat c'est que nous, travailleurs, nous ne pouvons que refuser de choisir entre Chirac et Giscard. L'un d'entre eux est au pouvoir. L'autre l'a été. Les preuves sont faites.

La politique de la droite, c'est le chômage, les licenciements, la hausse des prix et des loyers que nous subissons chaque jour. C'est la répression dès que l'on lève la tête.

C'est une politique pour les monopoles. Pas pour nous.

Philippe LECLERC.

Le 25 août 1976 : Chirac (à gauche) est remplacé par Barre au poste de Premier ministre. Pour les travailleurs, une même exploitation, une même répression.



PC-PS

Des promesses ni innocentes, ni gratuites

Le SMIC à 2 400 F, la création de 500 000 emplois par an, le resserrement de la hiérarchie des salaires, sans parler des nombreuses « sociales », Marchais n'a pas lésiné sur les promesses faites aux travailleurs.

Ces promesses, il les base en grande partie sur les nationalisations et l'élection des PDG parmi les représentants syndicaux. Mais si tant de travailleurs du secteur nationalisé ou « public » sont entrés en grève ces temps-ci, cela montre bien, n'est-ce pas travailleurs de l'EDF, de la SNCF ou des caisses de Sécurité sociale, que les nationalisations en régime capitaliste, c'est toujours pour nous l'exploitation. Quant à élire son patron, la belle affaire ! Les travailleurs déjà employés par des comités d'entreprise dirigés par des pontes syndicaux savent à quoi s'en tenir... comme ceux de la SNECMA qui ont lutté contre les licenciements ou ceux du CCAS encore...



Par contre, ce dont Marchais ne parle pas, c'est de l'attitude que les ministres communistes au gouvernement prendraient vis-à-vis de la productivité et de la rentabilité. Et pour cause ! Quel que soit le gouvernement et quel que soit le nombre de ministres communistes, ceux-ci auront pour rôle de gérer au mieux le capitalisme. S'il y a une chose dont le programme « communiste » ne parle pas, c'est bien d'abolir la loi du profit.

La contrepartie des promesses

« Votez communiste et une fois au gouvernement, nos ministres s'occuperont de vous ». Voilà en substance le langage que tiennent les dirigeants du PCF vis-à-vis des travailleurs. C'est le langage qu'ont toujours tenu les marchands d'illusions avides d'amasser les voix des électeurs pour parvenir au pouvoir.

Venant des dirigeants actuels du PCF, ce langage devrait sérieusement faire réfléchir les électeurs. Souvenez-vous du fameux « *Retroussez vos manches* » de Thorez après la Deuxième Guerre mondiale, au temps où les ministres communistes ont participé au gouvernement. Voyez le soutien qu'accorde l'homologue italien du PCF à la politique d'austérité pour les travailleurs. Si le PCF veut gouverner aujourd'hui, c'est pour noyauter le pouvoir, faire avancer son projet de capitalisme bureaucratique d'État, redistribuer une partie du profit acquis par l'exploitation des travailleurs à des PDG nouvelle manière, qui lui sont favorables. Les ministres « communistes » s'occuperaient des travailleurs, oui, mais pour mieux les tromper, les tondre, les encadrer et réprimer leur lutte. La classe ouvrière n'a absolument rien à gagner à ce qu'il y ait des ministres communistes.

Quels intérêts sert le PCF ?

Nullement ceux des travailleurs dont il freine les luttes à moins de les canaliser à son profit. Il sert les intérêts de diverses couches de la bourgeoisie avides d'accéder au pouvoir : aristocratie ouvrière devenue bourgeoisie, bureaucratie syndicale, bureaucratie installée dans les entreprises nationalisées, les organismes de gestion paritaires et autres lieux propres à engraisser une nouvelle bourgeoisie aux dents longues.

Son rêve : prendre la place de l'ancienne. Les moyens : élections des PDG parmi les pontes syndicaux dans les entreprises nationalisées, extension des nationalisations, développement des banques d'État telle la Caisse des dépôts et consignation et d'une manière générale du secteur public. Travailleurs, refusez de faire la courte échelle à ces nouveaux bourgeois qui cherchent à vous duper.

Jean NESTOR

PS

Faire du neuf avec du vieux

Mitterrand et l'équipe de technocrates qui ont reconstitué le PS en 1971 ont senti d'où venait le vent. Peu influents parmi les grands capitalistes à part Defferre, il tient pour gérer les affaires de la grande bourgeoisie plusieurs avantages : le long passé « socialiste » de « gérant loyal du capitalisme » (ce n'est pas Mitterrand qui fera peur aux bourgeois), les capacités gestionnaires des technocrates issus de l'ENA. Par ailleurs, ils se sont montrés bien plus hardis dans la réforme que les autres politiciens bourgeois.

Là où Giscard saupoudre les réformettes, où Chaban-Delmas avance une timide concertation, eux n'ont pas hésité à s'appuyer sur les appétits de pouvoir du PCF... et ses possibilités d'encadrement de la classe ouvrière. Tout en se regonflant et en se donnant des airs « démocratiques », le PS est soucieux de paraître un parti gouvernemental sérieux. Le programme qu'il vient de proposer ne se rapproche-t-il pas des propositions de relance faites par Chirac et Fourcade en leur temps ?

Voilà pourquoi bien des capitalistes monopolistes et Giscard le premier ne verraient pas d'un mauvais œil ce parti au gouvernement.

J.N

PC-PS

Les raisons d'un divorce

27 juin 1972, le PCF et le PS signent le Programme commun de gouvernement : « *Un événement considérable... dans la vie politique française.* » (Georges Marchais). 23 septembre 1977, échec au sommet de la gauche visant à réactualiser le Programme commun : « *Le glas des espérances de changement* ». (Georges Marchais).

Entre ces deux dates, le résultat le plus clair de l'accord avait été de regonfler la social-démocratie moribonde. Le pourcentage de voix que le PS recueillait avec les radicaux de gauche augmentait de 14,80 % aux élections cantonales de 1970 à 26,5 % aux cantonales de 1976, les municipales de 1977 ne faisant que confirmer cette croissance. Devenu le premier parti électoral de France, le PS pouvait tenir la dragée haute au PCF dans le cadre du règlement de leurs nombreuses divergences.



Toutes ont-elles eu le même poids dans la rupture ? Non. A cet égard, il faut savoir qu'en 1972, une heure et demie avant l'annonce aux journalistes de la signature du Programme commun, la rupture menaçait encore. L'enjeu : d'une part, les nationalisations et la gestion des entreprises ; d'autre part, les question de l'Europe politique, de l'alliance atlantique et de l'armement atomique.

Cinq ans plus tard, c'est sur le nombre des nationalisations et leurs modalités, d'une part, et sur l'Europe et la défense, notamment nucléaire, d'autre part, qu'éclate l'Union de la gauche. Pourquoi ?

Les nationalisations

Pour le PS, il s'agit de recommencer trente ans après, l'opération de De Gaulle à la Libération, à seule fin de renflouer les monopoles privés grâce aux subsides de quelques monopoles d'État supplémentaires. Point n'est donc besoin de nationaliser beaucoup, et en particullier toutes les filiales. Les monopoles privés doivent rester dominants, les profits ramenés par de nouvelles EDF servant à leur redonner une santé.

Pour le PCF, en revanche, il s'agit de renforcer les monopoles d'État jusqu'à leur domination sans partage dans toutes les branches aussi bien de l'industrie que du commerce ou de l'agriculture, afin de construire un modèle de capitalisme à l'image de celui qui existe aujourd'hui en URSS. A cet effet, il est indispensable de nationaliser non seulement beaucoup de maisons-mères, y compris les plus rentables, mais également l'intégralité de leurs filiales.

La politique extérieure et la défense

Héritier de l'Internationale socialiste — dont il est toujours membre — le PS garde de cette origine le caractère de soumission à l'impérialisme le plus puissant, propre à tous les partis réformistes. Le développement de l'Union européenne l'a poussé à se dégager de sa longue servilité à l'égard de l'impérialisme américain pour se rapprocher de façon très nette des positions de la bourgeoisie au pouvoir tout en se montrant prêt, bien entendu, à composer avec l'une ou l'autre des superpuissances en fonction du rapport de forces.

Quant au PCF, tout en prenant certaines distances vis-à-vis de l'URSS, de plus en plus démasquée, pour ne pas s'opposer de front à la volonté d'indépendance du peuple de France, il soutient en fait la politique du social-impérialisme russe, prône les illusions de la « détente », masque le caractère expansionniste et agressif de l'URSS tout particulièrement par rapport à l'Europe dont il cherche à contrecarrer l'unité. Quelques exemples.

De la position de *« renonciation à la force de frappe »* en 1972 il a dû reculer à celle du *« maintien de la force de frappe » en 1977, mais tout en précisant « défense tous azimuts ».*

De même, s'il peut aller jusqu'à clamer : *« Ni Washington, ni Bonn, Ni Moscou »*, c'est à condition de dire que le danger principal c'est Bonn et non Moscou.

LE TELLEC

Le programme économique de la gauche : du bluff !

Toutes les promesses faites tant par le PS que le PCF reposent sur la théorie de la relance de la consommation. S'ils veulent au départ lâcher un peu de lest pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs, c'est pour faire repartir la production. La production une fois relancée, les capitalistes accroîtront considérablement leurs profits en ayant recours à une inflation accrue. Quant aux travailleurs, ils verraient rapidement voltiger les promesses alléchantes que la gauche leur a tenues.

Quand les partis de gauche s'unissent, c'est pour prendre le pouvoir à la place de la droite.



Quand ils se disputent, c'est pour avoir chacun le maximum de pouvoir.



Ni droite, ni gauche

«Au fond ce sont tous les mêmes»

Depuis des mois, la campagne électorale est engagée. Au fil des semaines, un fait paradoxal est ressorti de façon indéniable : plus la campagne avance, plus se développe un mouvement de refus, de rejet.

Ce mouvement prend des formes diverses mais une idée se développe : *« A droite comme à gauche, au fond ce sont tous les mêmes ».*

Ras-le-bol

Nos lecteurs s'en sont rendus compte dans leur entourage : si en septembre, les Français, dans leur ensemble, discutaient de la division de la gauche (l'événement de l'automne dernier), ce n'est plus pareil aujourd'hui.

Quant aux querelles de la droite, elles n'ont jamais intéressé vraiment les travailleurs. *« Les contradictions entre représentants des grands monopoles, ça n'est pas notre problème ».*

D'une certaine manière, cette lassitude se constate même chez les plus convaincus. Au grand rassemblement du PCF, en février, l'auditoire suivait avec attention et applaudissait le catalogue de revendications (le SMIC, les 36 heures, etc.). Car c'est encore dans le PCF que les militants présents au meeting placent leurs espoirs de changement.

Mais, quand dans son très long discours, Marchais en vint à répéter ses divergences avec Mitterrand et ses appels « politiques », l'attention se relâcha.

Refus

Plus encore. Chez de larges couches de notre peuple comme les jeunes ou les femmes, se développe un mouvement de refus des quatre grands : le PR giscardien, le RPR gaulliste, le PS et le PCF.

Les jeunes comme les femmes sont de plus en plus nombreux à constater qu'aucun de ces partis (et leurs soutiens : PSU, radicaux de gauche, etc.) ne représente ou même ne prend vraiment en compte leurs aspirations.

Cela fait par exemple qu'un groupe comme « Choisir » de Gisèle Halimi, pourtant composé en partie de militantes des partis de gauche, non seulement présente des candidates au premier tour (ce qui est déjà pour certaines une rupture avec leurs propres partis) mais encore refuse le désistement automatique au second tour.

Il y a bien sûr aussi les écologistes qui, après un débat politique (plus clair que ne l'ont prétendu les politiciens) ont décidé, dans leur ensemble, de rester autonomes de la gauche comme de la droite, et aux deux tours. Jusqu'à ce jour, cette décision commune est généralement respectée, même par les plus hésitants.

Un espoir

Toutes ces attitudes, bien sûr, ne sont pas égales. Certaines sont plus politiques et d'autres moins, certaines plus conscientes et stables et d'autres plus confuses.

Mais le fait essentiel, c'est que ce mouvement de rejet des partis traditionnels existe et se développe. Nous, marxistes-léninistes, nous voulons isoler et abattre la droite qui défend les monopoles. Nous voulons aussi isoler et abattre les chefs de la gauche qui veulent gérer le capitalisme monopoliste. Voilà pourquoi nous sommes sensibles à tout courant de refus de ces partis bourgeois.



Serge Dassault, fils de Marcel. Il pose pour sa campagne électorale à Corbeil. On peut au moins lui concéder qu'il n'a pas peur du ridicule pour gagner les voix des abstentionnistes : le sourire charmeur (du moins il essaie...), le vélo pour faire écologiste et... il colle ses affiches lui-même avec son petit seau attaché à son guidon ! Un grand enfant qui est resté très simple !

L'*Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne* contribue, pour sa part, à regrouper un certain nombre de militants ou de simples électeurs qui en ont assez de la droite et de la gauche et se réunissent pour définir une autre perspective qui corresponde à leurs aspirations.

Et à la veille de ces échéances où chaque voix refusée à la droite comme à la gauche comptera, l'UOPDP, bien qu'encore petite, remporte des succès.

Philippe LECLERQ



DES CANDIDATS OUVRIERS ET PAYSANS

PARIS
2e Roland MÉRIEUX, ouvrier EGF
BIGER, employé PTT
10e Patrick PICHOT, ouvrier
J.P. MENVIELLE, employé PTT
12e Gilbert REY, agent hospitalier
Monique DENTAL, secrétaire
13e Daniel JAUNAS, employé PTT
Dominique GAUBET, enseignante
16e Sylvain DUVERNE, employé
LEFEVRE, manutentionnaire
25e J. Hugues RENAHY, enseignant
Daniel ROPARS, employé PTT
27e Claude LEBRUN, ouvrier métallo
Dzislaw NOWAK, employé PTT
28e André DRUESNE, ouvrier métallo
Mireille VALET, enseignante
29e Pierre BAUBY, technicien EDF
J.P. BRESSAND, enseignant
30e Colette CROHEM, employée
Paul GAY, journaliste
31e Simone DOUZIL, journaliste
M.A. AMBARD, ouvrière imprimerie

SEINE ET MARNE
1re Luc LANDRIN, ouvrier garagiste
Gisèle MARTINE, employée éduc nat
2e Patrick BAUDOIN, ouvrier chimie
Robert GOURHANT, enseignant

ESSONNE
1re Jacques LÉVY, ouvrier métallo
Isabelle MILLERAND, m. aux.
2e Thierry BÉRICHVILI, ouvrier métal-
Gilbert RAINERIE, employé PTT
3e Pierre GODEFFROY, employé
Jacques DESCHAMPS, chercheur

VAL DE MARNE
1re Joël PERRET, ouvrier
Nicolas VALLET, enseignant
3e René RODRIGUEZ, enseignant
AFANAISIEV, assistante sociale.
4e Patrice ROLLET, agent hospitalier
Jean MONFRAIX, ouvrier d'imprim

HAUTS DE SEINE
1re J. Louis RABOUTET, ouvrier métal
Daniel PLANTET, ouvrier métallo
4e Guy PRAXELLE, technicien chimis
Philippe GRIGNON, ouvrier aliment
7e Bernard FRAVAQUE, employé
Georges DEVION, employé
11e Nicole BALLANT, employée
Éric CHANEY, enseignant

VAL D'OISE
1re Pierre BOEDART, ouvrier bâtiment
Patrick BARTHÉLEMY, ouvrier chom

SEINE SAINT-DENIS
1re Philippe BLANCHEMANCHE, emp
Jean JULIEN, ouvrier métallo
2e Yves CHEVET, ouvrier transport
Gilles BOILLOT, ouvrier
5e Françoise BERNARDINI, assis. soc.
Geneviève FAUBERT, infirmière
7e Georges FERNANDEZ, emp. Éd. nat.
Serge DENARIE, employé

AIN
1e COTTON Jean-Pierre, enseignant
JACQUET Gérard, paysan
2e GIORIA Jean-Claude, ouv. plastique
ARPINO Jacky, cariste

ALPES-MARITIMES 3e
CRISTOFARI Joël, instituteur
ABADA

BOUCHES-DU-RHONE
4e MANDRILLE Henri, ouvrier
GARAIX
6e VANDRAMME Yves, employé PTT
AIMARD J.P., ouvrier
7e BOSC Jean-Jacques, ouvrier
CAVAGNARA Jean Marc, employé
9e CASTAY Yves, aiguilleur du ciel
BRUNET Marc, ouvrier-maçon
10e AGUADO Richard, ouvrier métallo
DUVERDIER J.F, cheminot
11e GOURC Jacques, ouvrier garagiste
APOTHELOZ Christian employé

CALVADOS
1ère COMPAGNON Béatrice, aide-soig
PERYOITE Jacques, ouvrier
3e COUPEY Gérard, ouvrier métallo
FARABI Richard, agent hospitalier

CHARENTES-MARITIMES 1ère
BEY Michel, instituteur
ALBERT Patrick, ouvrier

COTES-DU-NORD
1ère LEMEUR Michel, ouvrier métallo
MARIE Jacques, ouvrier métallo
2e LE CORRE Loïc, enseignant
ROBIN Sylvie, ouvrière (au chômage)

COTES D'OR
1ère SALOMON Agnès, ouvrière électro-
CAUSERET Aleth, enseignant
2e GARRIGUES, cheminot
GRAPPIN Serge, enseignant

DOUBS
1ère ROY Jacques, employé PTT (chômage)
BESANÇON Jeanne, employée
2e QUERON Serge, ouvrier métallo
ELOY Jean-Michel, enseignant

DROME 3e
MARTIN Colette
GENILLON Tanguy, ouvrier

FINISTERE
1ère GUIAVARCH J.F., menuisier bât.
HOSTIOU Marie-Claire, infirmière
2e MOYSAN Fernand, ouvrier métallo
TAULOIS Didier, infirmier
4e CORRE Milliau, aide-soignant
PERON J.C, enseignant

HAUTE-GARONNE 4e
DESACHY Cécile, ouvrière
MATHUSI Claude, enseignant

GERS 2e
DESBARRAT Daniel, employé
PELLEFIGUE Bernard

GIRONDE
1ère BORTHURY Bruno, ouvrier alimen.
FERRIERE Michel, employé
4e CLUZAN J.C, cheminot
DARMANTE Claude, employée ANPE

ILLE-ET-VILAINE
1ère LAFOREST J.M, chômeur (manut.)
MONIER René, enseignant
2e LE CAM J.G, ouvrier métallo
NAVENNEC G, monteur-élect. EDF

ISERE
1ère BALDACCI René, employé
GALLET, infirmière
2e CHERHAL Jean, ouvrier
LIVIAMI Yolande, animatrice
3e DUBARRY Michel, ouvrier-textile
SAMSON Ivan, étudiant

LOIRE
1ère FAUBERT Jacques, ouvrier
ROCHER Michelle, infirmière
5e DUPUY J.L, ouvrier métallo
GOUACHE Serge, ouvrier

LOIRE-ATLANTIQUE
2e JAUNAS Dominique, cheminot
PELLETIER J, ouvrière métallo
3e KERVAREC Michel, dessinateur
PLAISANT Denis, employé PTT

LOIRET
1ère MANOURY M.F, ouvrière (Orlane)
MERCY Paul, agent hospitalier
2e GAURANT Michel, ouvrier métallo
DELACOUTE Alain, cheminot

MARNE
1ère GIGERICHE M, ouvrier métallo
FRELAUX Marie, laborantine
2e THOMAS Johan, ouvrier métallo
MUSARD Paule, éducatrice
3e BLANCHEMANCHE J.L, enseignant
EVRARD Gilbert, ouvrier

MAINE-ET-LOIRE
2e METIVIER Michel, cheminot
DEPIERRE Benoit, employé PTT
4e PLISSON Bernard, ouvrier maçon
AUDOUIN Serge, ouvrier (laiterie)

MEURTHE-ET-MOSELLE
1ère LEBLANC M.T, ouvrière du livre
MORLOT D, maître-auxiliaire
7e ICETA Christian, instituteur
GAVOILLE Guy, ouvrier métallo

MORBIHAN 5e
LE GAL Romain, ouvrier municipal
DAVID Jean, infirmier

MOSELLE
3e LAUX A., sidérurgiste (retraité)
INTROVIGNE F., ouvrier métallo
4e GREGOIRE M., employé Usinor
PERRIER Guy, enseignant
6e BRUNE Pierre, enseignant
WILHELM J., retraité mineur

NORD
1ère LEBLANC marc, employé PTT
FLAMME A.M, ouvrière textile
2e RENAHY Philippe, libraire
CALONNE Michèle, enseignante
4e POLISINI Ivanna, enseignante
GIRARDIN Aïcha, employée bureau
7e GUILLERMAIN G., ouvrière textile
BOUDEULLE J.Maurice, animateur
8e WYCHOWANOK Radzyslaro, ouvrier
DAVID Carole, enseignante
11e GRISEL Laurent, ouvrier
DUHAMEL Michel, employé

OISE 1ère
HILLAIRE Georges, ouvrier
ANTHEAUME M, ouvrière

ORNE 2e
AUCLAIR H., ouvrier-électricien
PRETA André, ouvrier métallo

PAS-DE-CALAIS
5e COPPIN Henri, ouvrier Usinor
HERMANN Catherine, enseignante
7e BONTE Jules, employé
JOUHEN Marceau, ouvrier textile
12e LACAZE Jacques, médecin
BARROSSO Martine, enseignante
13e TAIMONT Michèle, enseignante
GUILLERMAIN César, employé PTT

PUY-DE-DOME
PALJKOVIK J-M, ouvrier métallo
SOZZEDE J.P., employé PTT

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
42 ACANA M., travailleur de la santé
PACHON Victor, instituteur

BAS-RHIN
2e KOSMAN Frédéric, ouvrier métallo
PERDU Philippe, ouvrier électroméca
3e REISSER Christian, employé PTT
KARLE Michel, employé

HAUT-RHIN
4e DENEUX Gérard, ouvrier métallo
ALBRECHT Michel, technicien

RHONE
1ère DELORME Claude, ouvrier métallo
BORDAZ, ouvrière
3e LUBIATO Pierre-J., maçon
MÉTREAUX F., manutentionnaire
6e REY Camille, ouvrière
DHENNEZEL Philippe, chômeur
7e DELIGANT Josette, ouvrière textile
CAZZOLA D., maître auxiliaire
10e REY Bernard, employé
REYNAUD J. Michel, viticulteur
11e ABRIAL Henri, ouvrier chimie
DUFFAUD Maurice, ouvrier
12e PERCHOUX André, employé
SAINT-LAGER Alain, ouvrier
13e SCARAFIA Nathalie, ouvrière chimie
BOULANT J. Luc, instituteur

SAONE-ET-LOIRE
4e BENOIT Charles, mineur
BOUGREAU Patric, instituteur
5e PERRET Camille, employée
CHALVET R., ouvrier (ancien résis)

SAVOIE
3e GRANJON J. Claude, ouvrier
GALLEY Pierre, cheminot

SOMME
1ère DEPECKER Jean, enseignant
CARRE René, ouvrier
4e PÉRARD J. Pierre, journaliste
LASSALE Pierre, ouvrier métallo
5e BOGAERT Denise, employée PTT
BELHER Joël, ouvrier

TERRITOIRE DE BELFORT
1ère RIGOULOT Nicole, avocate
MARION Bernard, ouvrier

VAUCLUSE
3e JOLY Pierre, paysan
LIOP Jacques, employé

HAUTE-VIENNE
2e RAULIN Emmanuel, employé
PLAISANT Danielle, institutrice
3e HUBERT Christian, ouvrier métallo
JUCHEREAU Francis, employé

YONNE
2e THOMAS Alain, instituteur
THENADEY Jean-MICHEL, ouvrier

Ni droite, ni gauche

Trop de promesses ont coulé sous les ponts

Il est un peu tard pour les partis de droite mais aussi pour ceux de gauche, de venir prêcher l'écologie, la libération de la femme, le plein emploi pour les jeunes ou la liberté pour tous dans un cadre de vie agréable. Il est trop tard, car beaucoup de gens ont eu l'occasion par la pratique de voir quelle politique menaient dans les faits tous ces partis.

Les idées généreuses, les « professions de foi »*, les promesses et les serments, c'est une chose. Surtout ça ne coûte pas cher. Les actes, ça, c'est autre chose et ça engage.

Des handicapés aux journalistes

Fin février, meeting des handicapés, environ 200 participants. Au centre du meeting, la loi d'orientation et l'attitude des partis politiques à propos de cette loi.

Les participants dénoncent cette loi ségrégationiste votée par le Parlement : elle renforce leur exploitation, elle leur ôte toute liberté. Premier accusé, le gouvernement.

Mais les handicapés n'oublient pas que le PS a voté cette loi au Parlement et que le PCF n'a pas voté contre, mais s'est abstenu : *« Il n'y a pas de droite capitaliste et de gauche socialiste, mais deux sortes de garde-chiourmes »*, ont-ils déclaré.

Quelques temps auparavant, le Syndicat national des journalistes de la chaîne de télévision FR 3, avaient dénoncé dans un libre blanc, avec de multiples faits à l'appui, les pressions gouvernementales sur la télévision démantelée en trois chaînes.

Mais aussi, ils ont cité un certain nombre de faits de même nature causés par les leaders de la gauche. Eux aussi exercent des pressions politiques, contre la liberté de la presse. Que feront-ils quand ils seront au pouvoir ?

Quelques jours après, le SNJ parisien reprenait la même idée sous une autre forme : que la droite reste au pouvoir ou que la gauche passe, il faudra continuer la lutte.

Malgré les presssions

C'est par leur expérience concrète et par leur pratique que ces militants en sont arrivés à cette méfiance par rapport aux partis bourgeois.

Et cela est très important, car les idées tirées de la pratique sont solides et elles permettent de résister aux pressions. Or, des pressions, il y en a eu. Et il y en aura encore d'ici le 19 mars et après.

Nous avons été appelés à plusieurs reprises à parler des pressions effectuées par le PS puis par le PSU, mais aussi par les trotskistes et le journal « Libération » contre les écologistes. Le but : les enchaîner à la remorque de la gauche.

Regardez aujourd'hui les affiches du PSU : deux mots « écologie » et « femmes ». Regardez les affiches de la Ligue communiste et de ses co-signataires trotskistes : une sur deux s'adresse aux femmes. Le but : ramener ces mouvements à gauche au second tour.

Regardez enfin les réunions publiques du PCF : une sur trois est consacrée aux femmes et dans chaque meeting il y a un petit discours pour elles et un petit aussi pour les jeunes.

Mais la pratique a appris à toutes ces militantes et ces militants, à toutes ces électrices et à tous ces électeurs que le changement ne viendra pas de la gauche, pas plus qu'il ne vient aujourd'hui de la droite. Si c'est pour changer et que ça reste pareil... ça n'est pas la peine !

Philippe LECLERQ

*« Professsion de foi » : c'est ainsi que l'on appelle les papiers envoyés à tous les électeurs et présentant le programme électoral des candidats.

Des forces bourgeoises ont, elles aussi, appelé à ne pas se désister au second tour de ces élections ni pour la droite ni pour la gauche.

C'est le cas du Parti social-démocrate, du Mouvement des démocrates (Jobert) et de l'Union des jeunes pour le progrès (UJP).

A vous de choisir : ou Barre indique qu'il vient de faire une promesse « grosse comme ça », ou bien il a la tête qui gonfle, qui gonfle, qui gonfle ou bien il évalue le SMIC à 2 400 F. A moins qu'il ne veuille attraper une mouche... mais en cette saison ce serait étonnant.



— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme.

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom . . . . Prénom . . . .
Adresse . . . .
Signature . . . .

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.



Bimensuel paysan des communistes marxistes-léninistes de France

A l'occasion du prochain scrutin législatif, le comité de rédaction informe les lecteurs de l'Humanité rouge que le numéro de « La Faucille » de cette quinzaine comporte exceptionnellement douze pages format tabloïd (du type quotidien) avec de nombreux articles d'actualité mais aussi des articles sur la politique agricole de la droite et des programmes des partis bourgeois de la gauche. La résolution du IIIe congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France sur le travail du PCMLF à la campagne est également publiée dans ce numéro, ainsi qu'un éditorial intitulé *« Etendre et organiser la lutte des travailleurs des villes et des campagnes ».*

Ce numéro a été l'objet d'un tirage plus important. Il vous intéresse sans aucun doute et intéressera également vos amis et camarades à la ville et à la campagne. Passez directement commande à l'adresse postale de « La Faucille » : BP 258 75866 Paris Cedex 18. Le prix du numéro est de 3 F.

TARIF D'ABONNEMENT : 1 an : 60 F
LA FAUCILLE BP 258 Paris Cedex 18.
CCP La Faucille 17 564 83 B.

ENTRETIEN AVEC L'AMBASSADEUR DE SOMALIE A PARIS

«La guerre est menée par l'Union soviétique...»

Nous remercions vivement Monsieur l'amdassadeur de la République de Somalie à Paris qui a bien voulu accorder un long entretien à notre journal. Nous en reproduisons ici l'essentiel.

(...) Il y a un problème spécifique somalo-éthiopien dont les Nations Unies se sont occupées depuis 1949, 1950. En 1959, il était décidé par les Nations Unies d'accorder l'indépendance à la Somalie italienne. Le secrétaire général des Nations Unies, Trebbli, Norvégien, de cette époque-là était chargé par l'Assemblée générale des Nations Unies de trouver une solution de ce problème de la Somalie occidentale connue sous le nom d'Ogaden, une solution équitable avant 1960, à savoir avant l'indépendance de la Somalie (...)

(...) Toutes les revendications de l'Éthiopie se basent sur la légalisation de la domination coloniale, et les traités coloniaux signés par les puissances européennes colonisatrices. Voilà la vérité du problème (...)

(...) On le présente aujourd'hui comme s'il s'agissait d'un problème surgi hier. La FISO était fondée en 1947, c'est vraiment scandaleux pour la culture, la connaissance, l'intelligence de l'homme de la présenter comme un problème de 1975. (...)

(...) Étant donné qu'à la fin de 1947 les puissances victorieuses n'ont pas trouvé une solution pour la Somalie, la Lybie et l'Érythrée, anciennes colonies italiennes le problème a été porté devant les Nations Unies. Cela a poussé l'Angleterre à accélérer le processus de couper la Somalie occidentale et de la donner à l'Éthiopie.

Il y a aussi les données sociales et culturelles, à savoir que la population de la Somalie occidentale est 100 % peuple somalien, qu'elle partage une civilisation ancienne avec le reste du peuple somalien. En effet, moi je viens de l'Ogaden. Il n'y a pas de différence entre les Somaliens, mais entre les Abyssins et les Somaliens, il y a toutes les différences. Et c'est une différence substantielle parce que les Somaliens se sentent dominés et colonisés par les Abyssins qui parlent une autre langue, ne parlent pas la langue somalienne. (...)

Humanité rouge : Existe-t-il une issue possible par la voie de discussions pacifiques ?

Oui mais à condition que d'abord, on accepte la réalité historique et humaine de la Somalie occidentale qui est un pays sous la domination coloniale éthiopienne si vous voulez ou pour nous des Abyssins. (...)

Une fois reconnu le droit à l'autodétermination du peuple à pouvoir disposer de son destin, peut s'instaurer entre le peuple colonisé et la puissance colonisatrice une entente de bon sens, d'intelligence, de fraternité et de convivence. La solution est possible y compris par un compromis raisonnable.

Au moment du partage colonial, l'Éthiopie était un pays indépendant et a participé à la colonisation. Voilà la question, voilà le fond du problème. Chaque fois que nous soulevons le problème, l'Occident avec son hypocrisie nous dit : « Ah mais il ne faut pas toucher les frontières héritées de la colonisation ». Mais qui était le colonisateur : « C'était vous ! ». (...)

L'Humanité rouge : Au cas où il y aurait possibilité de résoudre le problème avec l'Éthiopie par la négociation, quels sont les obstacles qui s'opposent à une telle solution ?

Aujourd'hui, à notre avis, c'est l'Union soviétique parce que nous ne croyons pas que l'Union soviétique dépense des milliards de dollars pour l'armement éthiopien pour la belle figure de M. Menghistu. Elle suit un dessein stratégique dans la région de l'Afrique orientale, de l'océan Indien et de la mer Rouge, par Éthiopie interposée. L'Éthiopie n'est rien d'autre qu'un instrument pour la stratégie hégémonique de l'Union soviétique. Et avant de réussir ce dessein-là, l'Union soviétique n'a aucun intérêt à régler le problème au niveau africain ou bien au niveau somalo-éthiopien parce que cela irait à l'encontre des intérêts pour lesquels elle a déjà dépensé des milliards. (...)

(...) L'Union soviétique veut imposer ses conditions à tous les pays, y compris la Somalie.

« Le socialisme n'est pas l'impérialisme », « A bas l'URSS » : voilà les justes mots d'ordre lancés par 100 000 personnes à Mogadiscio le 13 février 1978 contre l'intervention militaire soviétique dans la corne de l'Afrique. (Photo Gamma).



Monsieur l'ambassadeur de la République de Somalie à Paris (Photo Gamma).

Et les Occidentaux aujourd'hui, leur impérialisme classique même reconnaissant leurs faiblesses par rapport à l'activité déployée par les Soviétiques, nourrissent un certain espoir de remplacer les Soviétiques en Éthiopie. C'est une utopie et une illusion mais ils n'ont pas renoncé à cette idée. C'est pourquoi ils mettent en œuvre une tactique prudente, se disant « on ne sait jamais, mais il ne fait pas, en appuyant la justesse des revendications du peuple somalien, laisser perdre la carte de l'Éthiopie ». (...)

(...) S'il n'y avait pas l'intervention massive soviétique et le mercenériat cubain les Éthiopiens seraient obligés de négocier avec la Somalie. Par conséquent, la guerre est aujourd'hui menée par l'Union soviétique avec ses moyens, avec sa spécialisation, avec ses experts, les chars, l'artillerie, l'aviation. Alors la guerre est menée par l'Union soviétique par pays interposé. Autrement, on aurait déjà réglé le problème justement et honnêtement.

L'Humanité rouge : Quels éléments pouvez-vous nous donner de l'importance de l'engagement de l'URSS et de l'engagement cubain ?

Les moyens militaires et humains que l'Union soviétique a amenés en Éthiopie n'ont jamais été amenés nulle part en Afrique.

C'est la première fois qu'un matériel pareil et de telle puissance arrive dans un pays africain, hommes et matériel. Selon nos renseignements, le

→



Après la décision du président Syad Barre d'expulser les Soviétiques de Somalie, 100 000 personnes manifestent leur soutien total à cette décision (Gamma).

nombre de Cubains et d'autres brigades recrutées par les Cubains et les Soviétiques dépassent aujourd'hui 5 000 hommes effectifs. D'autres renseignements nous affirment qu'après l'offensive du 22 janvier et du 2 et 3 février, les Cubains ont subi une très grande perte dans la région de Haragué et aussi dans la direction du littoral de Djibouti. Alors le conseil de guerre à Addis-Abebba composé par les Cubains, les Soviétiques et les Abyssins a jugé qu'il fallait augmenter le nombre des mercenaires. Il y aurait un grand nombre de soldats cubains arrivant ces jours-ci aux portes d'Aden dans la mer Rouge pour aller ensuite en Éthiopie. Si l'offensive a connu une accalmie c'est en attendant des troupes fraiches de Cuba.

La population sur le terrain oppose une résistance consistante. Chaque fois depuis vint jours, on parle de l'offensive. Chaque fois tentée, elle a été repoussée et les soldats adverses ont été anéantis.

L'Humanité rouge : Que pensez-vous de l'attitude des États-Unis ?

Les Américains ne s'engagent pas, mais même ils empêchent les autres pays de s'engager et d'aider la Somalie matériellement. Ils jouent un jeu double pour concurrencer les Soviétiques en Éthiopie, croyant qu'il n'y a pas une possibilité pour l'Union soviétique de s'implanter en Somalie sinon un bouleversement de la situation et du régime actuel. (...)

(...) Les Américains disent : « Pour des raisons de principe, nous ne voulons pas vendre des armes à la Somalie » ; mais pour quelle raison les mêmes principes n'ont-ils pas cours, pour les territoires arabes occupés et les USA continuent à armer Israël avec l'armement le plus sophistiqué. Alors quel est le véritable principe qui guide les États-Unis ? Nous donnons la réponse tout de suite, c'est celui de leur intérêt.

L'Humanité rouge : Est-ce que vous pouvez nous rappeler les raisons qui ont amené la Somalie à renvoyer les conseillers soviétiques et à rompre avec l'URSS ?

(...) L'URSS voulait nous imposer l'intérêt hégémonique d'une grande puissance et la Somalie voulait protéger l'intérêt d'un tout petit pays qui a sa dignité et ne veut pas accepter de se laisser dicter sa conduite par la stratégie d'une puissance. C'est tout. Nous avons alors dit aux Soviétiques : « Étant donné que vous avez trahi l'amitié pour laquelle vous avez déclaré une fidélité, excusez-nous, vous pouvez disposer ». C'est tout simple.

Nous avons mobilisé notre peuple autour de sa survie et de son existence même. Et ce qui le menace aujourd'hui c'est l'Union soviétique avec cette puissance militaire qu'elle a conférée aux mercenaires cubains recrutés par les Soviétiques et l'Abyssinie. Le peuple somalien est tout prêt aujour'dhui à payer le prix le plus élevé pour préserver sa dignité, sa réalité, son intégrité territoriale. Il est décidé à lutter pour le droit à l'autodétermination du peuple de la Somalie occidentale en guerre ouverte avec l'Abyssinie et le Pacte de Varsovie.

Et sans démagogie et sans falsification de la réalité, le peuple somalien est conscient d'avoir une tâche très difficile très dure, en face de lui. Néanmoins, le peuple somalien ne se sent pas découragé et il est conscient qu'il a toute la force morale et matérielle pour contraindre les Soviétiques à connaître leur Vietnam dans la corne de l'Afrique.

Propos recueillis par Évelyne Le Guen et Jean Nestor.

Italie

Le PCI en rajoute



Les travailleurs luttent contre l'austérité. Le PCI revendique plus de flics pour les réprimer.

En Italie, la crise politique s'enlise et la presse n'hésite pas à ironiser sur la « mission impossible » confiée au responsable de la Démocratie chrétienne, Andreotti, chargé de former un nouveau gouvernement.

Depuis un mois déjà, Andreotti a annoncé ses propositions pour sortir du marasme le capitalisme italien.

Ces mesures ouvertement antiouvrières et antipopulaires font pourtant l'unanimité des politiciens y compris de ceux qui siègent au parti de Berlinguer. Le PCI ferait même plutôt de la surenchère en estimant que ce programme est « *trop timoré, qu'il ne répond pas à la gravité de la situation actuelle* ».

L'ensemble des confédérations syndicales italiennes, y compris la CGIL dont le PCI contrôle la direction, se sont officiellement prononcées en faveur du programme d'austérité jugé par elles « *nécessaire pour sortir de la crise* »

Le 14 février, 1 500 délégués syndicaux, adeptes de la collaboration de classe, se sont prononcés à une écrasante majorité en faveur de l'austérité réclamée par le patronat. Douze seulement ont voté contre ! Mais il faut dire que plus de la moitié de ces délégués avaient été directement désignés par les directions syndicales, ce qui ne les empêchaient pas de prétendre parler au nom des 9 millions d'ouvriers, de paysans, d'employés et de chômeurs.

Ils ont ainsi accepté la limitation des revendications salariales pour une période de trois ans, la mobilité de l'emploi, les licenciements dans les entreprises en difficultés économiques. Ils ont invité les travailleurs à produire plus, à lutter contre l'absentéisme et les grèves. Ils ont renoncé à de nombreux avantages acquis et déclaré approuver l'augmentation des tarifs publics !

Lama, leader de la CGIL et dirigeant du PCI, a même osé affirmer dans une « autocritique » que les luttes et les revendications ouvrières avaient contribué à la « *construction d'une société d'inégalités et de privilèges* » en favorisant les travailleurs actifs au détriment des chômeurs !

« *L'Humanité Dimanche* » du 1er février ne cache pas son admiration pour « *le sens des responsabilités* » du PCI.

Elle appelle « *la gamme infinie des couches intermédiaires italiennes aux revenus fort différenciés* » à « *compte tenu de leurs possibilités, contribuer à l'effort de rénovation nationale* ». Quant à « *la partie de la classe ouvrière bénéficiant d'avantages légitimement acquis par les luttes, en l'état actuel de la situation, on peut lui demander de limiter provisoirement ses revendications* ». Et de conclure — tenez-vous bien ! — que « *l'austérité ne doit pas être une occasion supplémentaire offerte au patronat (italien) de tondre la laine sur le dos des travailleurs, mais, à rebours, une occasion pour les travailleurs, de renverser la tendance au bénéfice des plus pauvres une occasion d'annoncer une rénovation de la société* ». Voilà le langage de « L'Humanité-dimanche ».

Pourquoi, s'agissant de la France, le PCF nous tient-il un tout autre langage ? A la télévision, face à Peyrefitte, Marchais n'a-t-il pas déclaré avec beaucoup de conviction : « *Nous, nous ne voulons pas aller au gouvernement pour gérer la crise, pour imposer l'austérité. Nous voulons y aller pour appliquer une politique au service des travailleurs.* » Alors vérité en deçà des Alpes, erreur au-delà ? L'Italie comme la France subissent les méfaits d'un même système, le capitalisme et les conséquences de sa crise. Nul doute que dans un gouvernement de gauche avec des ministres PCF, Marchais va unifier son langage et appeler les travailleurs français, comme aujourd'hui leurs frères de classe italiens, à retrousser leurs manches au service de l'intérêt du capital.

Annie BRUNEL

En bref

• Italie

Près de 10 000 femmes ont manifesté samedi à Rome pour protester contre les « *violences subies par les femmes* ».

La manifestation était organisée par les mouvements féministes romains pour protester contre le viol d'une jeune femme par un médecin chez qui elle s'était rendue pour se faire avorter.

• OTAN-Pacte de Varsovie

Le secrétaire américain à la Défense, Harold Brown, vient de se plaindre publiquement du fait que l'insuffisance de moyens de l'OTAN pour soutenir un combat de longue durée, était l'une de ses principales faiblesses.

Il a ajouté que « la capacité des USA de faire face avec succès à une attaque conventionnelle majeure en Europe est de plus en plus remise en question... Si l'OTAN a renforcé et modernisé ses moyens de défense, l'URSS et ses alliés ont fait davantage, tellement plus que l'équilibre militaire conventionnel aujourd'hui n'est pas rassurant et que l'équilibre aujourd'hui n'est pas troublant ! »

Comme pour lui faire écho, le maréchal Dimitri Oustinow, ministre soviétique de la Défense, vient d'écrire dans la revue « Kommunist » : « Nous continuerons à renforcer inlassablement l'organisation du Pacte de Varsovie ».

Cela n'empêche pas les uns et les autres de parler abondamment de « détente » et de « paix ».

• Organisation de Libération de la Palestine

Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP (CEOLP), a accusé les services de renseignements impérialistes et sionistes d'être les instigateurs de l'opération de commando du « Cyprus-Hilton » de Nicosie qui a coûté la vie à Youssef el Sebai, secrétaire général de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA).

Dans un message de doléances adressé au présidium de cette conférence, Y. Arafat a dénoncé énergiquement « *cette lâche opération* » qui a pour but de « *frapper le mouvement de libération des pays du tiers monde, ainsi que de dénaturer la lutte du peuple palestinien* ».

Le dirigeant palestinien a également affirmé que « *l'OLP frappera d'une main de fer les auteurs d'actions aussi viles ainsi que leurs instigateurs.* »

• Hongrie

La Hongrie, asservie par Moscou, se débat dans d'énormes difficultés économiques qui se traduisent par la montée en flèche des prix. Au début de cette année, une nouvelle hausse a fait grimper de 1,8 % l'indice des prix. Les équipements agricoles doivent augmenter prochainement de 60 %, certains produits sidérurgiques de 25 %, le café et d'autres produits alimentaires augmentent de 50 %.



L'homme à col blanc, à l'arrière-plan est le signataire au nom de la CGT des « accords » avec la Sonacotra, passés par-dessus la tête des résidents ! Lui et ses comparses avaient aussi tenté de briser la grève il y a deux ans en procédant à des accords par foyer (les rares où ils le pouvaient) et en faisant ainsi reprendre Saint-Denis « pour une serpillère et un balai » ! Voilà un juste retour... de balai !

Foyer Sonacotra de Montreuil

Messieurs du PCF du balai !

Au foyer Sonacotra de Montreuil, comme dans les autres foyers qui poursuivent la grève des loyers (32e mois de grève pour les premiers), le gouvernement et la direction de la Sonacotra préparent de mauvais coups. La lettre de Stoléru demandant ouvertement la répression des grévistes, au ministre de l'Intérieur publiée dans nos colonnes n'en est pas le seul indice. (voir les extraits ci-contre). A Montreuil par exemple, les chambres laissées vides par des départs de travailleurs sont fermées ou bien réattribuées à de nouveaux locataires travailleurs ou étudiants immigrés boursiers ou sans contrat et dont le loyer est prélevé automatiquement sur le salaire !

C'est ce moment qu'on choisi quelques responsables du PCF à Montreuil pour venir dans le foyer. Non pas pour y apporter soutien et solidarité à la lutte des résidents qu'ils continuent à traiter d'aventuristes comme par le passé mais pour y vanter les bienfaits du défunt Programme commun et prôner l'adhésion au PCF.

C'est le vendredi 17 février que l'affaire était préparée. Le gérant du foyer avait donné son accord pour l'utilisation de la salle et la projection d'un montage diapos. Un immigré manipulé par le PCF depuis 3 ans et bien connu des résidents, distribuait la veille, sous les portes un tract d'appel à la réunion.

Aussi le lendemain, une cinquantaine de résidents de Montreuil, des représentants des foyers voisins de Bagnolet, ou St Denis, membres du Comité de Coordination et une dizaine de français qui soutiennent la lutte, sont présents sur les marches du foyer à 20 H 30 pour accueillir quatre à cinq responsables locaux du PCF.

Les travailleurs immigrés rappellent la longue suite de trahisons des dirigeants du PCF à l'égard de leur lutte, certains se moquent de ces représentants des travailleurs qui n'ont pas les travailleurs avec eux mais contre eux ce soir, d'autres rappelant aux responsables du PCF leur tentative de briser la grève des foyers après l'obtention d'un balai et d'une serpillère par les résidents. Se saisissant justement d'un balai, ils font dégager les bonimenteurs du Programme commun sous les rires des résidents.

Dans l'assemblée générale qui suit les délégués et d'autres résidents rappellent aux nouveaux locataire des foyers notamment tous les méfaits du PCF, nationalement et localement, contre les résidents des foyers Sonacotra.

L'assemblée s'achevait aux cris de « Sonacotra cèdera » avec l'unité de tous encore renforcée par cet épisode démontrant la force d'une attitude de classe juste et la faiblesse du révisionnisme, derrière une force apparente.

Jacques DUROC

La lettre de Stoléru

« L'ambiance dans les foyers de travailleurs migrants est actuellement mauvaise et tend à se dégrader. Les refus collectifs de paiement dans les foyers de la Sonacotra en sont à la fois une cause et une conséquence (...) Mais aux problèmes économiques s'ajoutent de plus en plus des problèmes de violence (...)

J'ajoute que le Comité de coordination des foyers Sonacotra (...) semble contribuer à ce climat de violence. Je souhaiterais savoir si cette association qui édite des tracts et organise des manifestations a une existence administrative.

Dans le cas contraire, je vous serais reconnaissant de m'indiquer les mesures qu'il vous paraîtrait opportun de prendre, de concert éventuellement avec monsieur le Garde des Sceaux et moi-même...

Quand on sait les violences, attentats dont sont victimes nos frères immigrés et même leurs foyers (voir l'incendie meurtrier de celui de la rue Sedaine) et tout cela avec la bénédiction du gouvernement dont M. Stoléru est membre, avec même l'active participation de sa police et en tout cas la totale impunité de la part de sa justice.

Quand on sait qu'au contraire, depuis la grève des loyers, la mise en place du Comité de coordination et de l'animation qu'il impulse, l'amitié entre nationalités, domine et alcoolisme, jeux d'argent, affrontements régressent, alors vraiment les propos de Stoléru sont révoltants ! Mais ils témoignent en même temps de la solidité du combat conduit par le comité de coordination : ni les expulsions, ni les violences, ni les saisies n'en viennent à bout !

INSTITUT NATIONAL D'AUDIOVISUEL

Les «hors-statuts» veulent le statut

Après 23 jours de grève les travailleurs de l'INA ont repris. La « hors statut », Patricia GUY garde un emploi (à la SFP toutefois) ; il y aura 80 créations de postes (46 en avril et le reste plus tard) et la direction s'est engagée à maintenir les salariés de l'INA (hors statuts, occasionnels, pigistes) dans leurs fonctions jusqu'au 31 mai au moins ; d'autres aménagements, primes, congés sont concédés et les négociations se poursuivent pour les 12 jours de congé pour enfant malade, augmentation du tarif des heures de nuit.

L'INA (Institut national de l'audiovisuel) est un des sept morceaux du défunt Office de la radio et de la télévision française. 950 personnes y travaillent, dont la moitié environ à Bry, en banlieue parisienne (la SFP : Société française de production, autre morceau du défunt Office, y est aussi installée). Les autres sont à Paris : quai Valmy la production, aux Mercuriales les archives, quai Jules Ferry la direction.

L'INA a quatre « vocations » :

— Former des techniciens de l'audiovisuel (entre autres dans le cadre de la « coopération » avec le tiers monde).

— Faire de la recherche

— Gérer les « tèques » (bibliothèque, bandothèque : les archives de la télé et il y en a !) et les faire fructifier.

— Productions diverses

L'INA est né avec un statut, comportant notamment des garanties d'emploi non négligeables, héritées de l'ex-office, mais légalisant les hors-statuts dans son article 2.

Et des hors-statuts, il y en a plus de 300 ! Ainsi, ni formateurs, ni chercheurs n'existent au statut et pour une même fonction, on arrive à des disparités de salaire de 1 à 4, etc !

A Bry, Patricia Guy, pourtant depuis deux ans sur le même poste, était toujours hors-statut, avec un contrat renouvelé de temps en temps. Des comme elle, il y en a beaucoup.

Beaucoup ont été vidés aussi, que ce soit pour une altercation avec le chef (comme elle) ou sous n'importe quel prétexte.

Mais il arrive un moment où trop, c'est trop, surtout quand on entend dans les couloirs les bruits que fait courir la direction, du genre : tous ces hors-statuts on les a assez vus , surtout quand on voit, à Créteil, qu'un postier, dans le même cas est imposé au travail par ses camarades.

C'est comme ca que c'est parti, fin janvier : Patricia a été imposée au travail ; la direction a envoyé un huissier, la grève fut alors décidée, puis l'occupation , les flics ont fait évacuer les locaux, puis on a réoccupé ; les autres morceaux de l'INA se sont mis à leur tour en grève... Il y a eu une heure de coupure sur toutes les chaines en solidarité...

Quels atouts ont donc su se donner les travailleurs de l'INA pour mener et développer ainsi leur lutte ?

Tout d'abord, ils ont dès le premier jour élargi leurs revendications :

— Pas un seul licenciement

— Intégration au statut des hors-statuts occupant une poste permanent

— Révision des statuts (inclusion des formateurs et chercheurs par exemple),

— Réglementation du recours à des « prestataires »

Ces revendications ont mobilisé tout le personnel. Elles concernent d'ailleurs sous des formes plus ou moins semblables tous les autres secteurs de l'ex-Office où les travailleurs voient depuis des années se dégrader leurs conditions : grignotage des avantages acquis en particulier.

Ils ont su aussi se donner une arme dont leur lutte même démontre l'efficacité et la nécessité.

Cette arme c'est l'exercice de la démocratie au niveau des sections syndicales mais aussi au niveau le plus large.. Qu'on en juge :

— Dès les premières discussions avec la direction fut instaurée la pratique consistant à faire accompagner les délégués syndicaux par des observateurs ; ceux ci désignés par l'assemblée générale, viennent lui rendre compte (jusqu'à toutes les demi-heures) du déroulement des discussions.

- Réunion quotidienne de l'assemblée générale ayant pouvoir de décision.

Chaque centre tenait son assemblée générale le matin ; l'AG décisionnelle regroupait tout le monde l'après-midi.

Entre les deux, les sections tenaient leur réunion, pour formuler leur point de vue et propositions devant les travailleurs. Il y a une section CFDT pour l'ensemble et des sous-sections par centre pour la CGT avec une commission exécutive qui coordonne et prend parfois quelues libertés avec le point de vue des sous-sections : l'assemblée générale a eu l'occasion d'en débattre.

Lors des assemblées générales, ce ne sont pas les responsables qui tiennent constamment la tribune : ils sont comme tout le monde et ont la parole à leur tour !

Il y a eu bien des réticences et même des tentatives pour passer outre ce fonctionnement, pour que la décision et le contrôle échappent aux travailleurs. Mais l'assemblée générale est très vigilante et ferme là-dessus : ceux qui ont mené ces tentatives ont connu de sévères critiques !

J.D

1 000 personnes ont participé au gala de soutien et plus d'un million a ainsi été collecté !



«Le chômage on n'en veut pas du tout»

Barre s'était fignolé un chiffre en baisse du chômage sur mesure pour les élections, il annonçait triomphant moins d'un million de chômeurs. Les syndicats de l'INSEE, de l'ANPE et du ministère du travail dénonçaient aussitôt les tripatouillages de chiffres auquels s'étaient livrés Barre et Beullac.. Et le directeur de l'INSEE lui-même démentait Barre pour confirmer une hausse du chômage en janvier. Bref, Barre ne s'attaque au chômage que sur le papier en confondant les additions et les soustractions.

Quant à l'opération jeunes-emploi c'est une mystification dont le seul effet tangible est de fournir de la main d'œuvre gratuite aux patrons.Ce que Barre prétend faire avant les élections en manipulant les statistiques, Mitterrand et Marchais promettent de le faire en vrai après les élections pourvu que l'on vote pour eux.

Qui ne souhaiterait qu'ils disent vrai ? En effet il existe aujourd'hui quelque un million six cent mille chômeurs :

— jeunes à la recherche d'un premier emploi,

— Intérimaires sans contrat,

— Ouvriers licenciés,

— Sans compter les mères de famille contraintes de rester au foyer.

Le chômage c'est la misère et le drame pour tous ceux dont la force de travail est inutile aux capitalistes, mais c'est aussi le chantage permanent pour ceux qui travaillent. Qui n'a pas entendu un jour cette phrase cynique : *« Si tu n'es pas content la porte est ouverte, il y en a des centaines qui attendent dehors »*

Mitterrand promet des emplois en appliquant la même politique que d'autres sociaux-démocrates qui s'appellent Schmidt, Soarès ou Callaghan. Mais en République fédérale allemande, au Portugal, en Angleterre est-ce-que le chômage ne frappe pas les travailleurs aussi durement qu'en France ?

Marchais en promet encore plus au moment où son compère Berlinguer et Lama, le Séguy italien, confrontés à la même crise, justifient les licenciements pratiqués par le patronat. *« Nous ne pouvons plus obliger les entreprises à entretenir à leurs dépens un nombre de travailleurs supérieur à leur capacité productive, ni continuer à prétendre que l'aide pour chômage partiel soit attribuée de façon permanente aux travailleurs en excédent »* (Lama, secrétaire de la CGIL).

D'ailleurs Marchais tout comme Mitterrand promet d'en finir avec le chômage sans toucher au capitalisme, sans toucher à la course aux profits, sans toucher à la concurrence, ne réclame-t-il pas lui-même un capitalisme *« bien nationalisé »* encore plus concurrentiel, avec une rentabilité encore plus élevée ?

Concurrence, rentabilité, ce sont précisément les arguments utilisés aujourd'hui par les patrons pour justifier les licenciements !

En fait leur logique c'est la même que celle de Séguy quand il déclare *« mieux vaut 50 licenciements que 100 »*. Eux, ils voudraient simplement ramener le chômage dans des limites plus raisonnables. Mais les travailleurs ne veulent ni 100 licenciements ni 50 ; ils les refusent tous.. Pas plus qu'ils ne veulent choisir entre beaucoup de chômage ou un peu moins, ils n'en veulent pas du tout.

Et pour en finir avec le chômage, il faut autre chose que de remplacer un PDG de droite par un PDG de gauche, il faut autre chose que de remplacer un monopole privé par un monopole nationalisé.

Non, ce qu'il faut, c'est abattre le capitalisme ; ce système qui fabrique des chômeurs, aussi inexorablement que la guerre fait des morts.

Pierre MARCEAU





Eleveurs

Photos ci-dessus : la manifestation et le directeur de la Wessafic questionné à la sortie du tribunal.

« Wessafic, escroc, ton procès tombe à l'eau ! »

Comité de liaison des éleveurs intégrés, 36, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris

Le 22 février, la firme Wessafic avait voulu faire le procès de trois militants du syndicat Paysans-Travailleurs, parce qu'ils avaient osé soutenir la lutte des petits éleveurs intégrés par cette firme. Ce procès n'aura pas lieu, du moins tel que le souhaitaient les patrons de la Wessafic.

Le tribunal correctionnel de Laval, reconnut un « vice de forme » dans la plainte déposée par la Wessafic et déclara la nullité des poursuites que la firme entendait engager contre Joseph Bouvier (Haute-Savoie) Dominique Froger (Mayenne) et Jean-Claude Olivier (Sarthe, directeur de publication de « Vent d'Ouest », l'organe syndical de Paysans Travailleurs).

La Wessafic en aura été pour payer les frais de justice et rembourser les témoins nombreux qu'avait convoqués la défense, dont de nombreux petits éleveurs exploités par cette firme d'aliments de bétail.

Le procès, c'est finalement le Comité de liaison des éleveurs intégrés et le syndicat Paysans-Travailleurs qui firent durant cette journée au cours d'une manifestation et d'un grand meeting qui réunirent plus de 1 500 paysans, dont des paysans de la région Rhône-Alpes venus spécialement pour la journée.

La manifestation eut lieu au cri de « Wessafic, escroc, ton procès tombe à l'eau » et de « Unité ouvriers paysans ». Le meeting plein de chaleur militante comprenait la pièce de marionnettes des Paysans-Travailleurs de la Sarthe d'une très bonne qualité artistique et d'un contenu de classe élevé. De nombreux messages furent lus, dont ceux du Comité de ville de Laval du Parti communiste marxiste-léniniste de France et du Bureau politique du PCMLF. Après que des responsables de Paysans-Travailleurs eurent rappelé quelques luttes en cours, le véritable procès de la Wessafic eut lieu avec de nombreux témoignages de paysans et aussi de médecins, d'avocats, de vétérinaires et d'ingénieurs. Ces témoignages convergèrent tous vers la même conclusion : les patrons de la Wessafic sont des escrocs, des empoisonneurs publics et des exploiteurs.

Au cours de ce meet[illegible] enthousiaste par la vic[illegible] remportée dans la matinée, il fut rappelé par plusieurs intervenants, que la solution aux revendications des ouvriers et des paysans n'était pas dans les urnes mais dans la lutte.

Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire pour que la lutte aboutisse contre cette firme qui doit aux paysans qu'elle a ruinés plusieurs milliards d'anciens francs. Mais le rassemblement à l'occasion de ce procès aura été le tremplin d'un nouveau développement de la lutte et de l'organisation des petits et moyens paysans intégrés.

Lucien NOUVEAU

Extrait d'un do[illegible] du syndicat Paysans-Travailleurs sur la lutte Wes[illegible]fic

Les éleveurs intoxiqués

Nous sommes particulièrement bien placés pour prouver à tous les consommateurs, sans intermédiaire de laboratoire, que le lindane est extrêmement toxique. Pratiquement tous les éleveurs qui ont procédé aux applications sur les animaux ont été victimes de malaises plus ou moins importants. Ceux qui n'avaient pas utilisé, pour se protéger les mains et les bras, des gants de caoutchouc et (personne n'avait donné d'explications à ce sujet), ont été gravement malades. Quatre d'entre eux, dont un jeune ménage, sont maintenant depuis plusieurs années victimes de violents troubles chroniques qu'aucun soin n'est parvenu à guérir jusqu'à ce jour.

Il s'agit de : violents maux de tête. Chez les époux Métral, ils duraient plusieurs jours ; troubles nerveux continuels, plus ou moins accentués périodiquement ; vertiges et étourdissements inattendus et fréquents. Ainsi, Gilles Métral sur le parcours d'Annecy à sa ferme (15km) devait s'arrêter à mi-chemin car il ne voyait plus la route ; tremblements incoercibles. Ainsi Madame Métral ne pouvait plus écrire au stylo ; amaigrissemnts. M. Josué est passé en un an et demi de 70 kg à 53 kg , raideurs continuelles dans les membres chez les Métral, et même paralysie temporaire du bras droit chez Josué. (Josué appliquait le lindane avec sa main droite, sans protection) ;

il semblerait même, d'après les derniers avis médicaux, que la nervosité serait transmissible à la descendance.

La viande toxique et ses conséquences plausibles sur les consommateurs

Le lindane pénétrait de deux façons dans le veau : Premièrement, par la peau, le simple contact étant suffisant, et deuxièmement par l'appareil digestif car après l'application d'Émulpan, les veaux se léchaient.

La viande de tels veaux est nécessairement toxique.

Il est étonnant que la Wessafic nous attaque en diffamation sur une telle question, et il faut qu'elle se croie bien puissante pour le faire. Si le législateur a timidement réglementé l'utilisation du lindane et a interdit la vente des animaux traités dans les trois ans qui suivent le traitement, c'est bien uniquement à cause de la toxicité de la viande consécutive au traitement. On ne s'expliquerait pas autrement la raison d'une telle réglementation. Combien de veaux ont été ainsi traités au lindane ? Une poursuite judiciaire de la Wessafic et une enquête approfondie seraient nécessaires pour le préciser.

Sur la base de notre enquête, nous pouvons dire qu'au moins 10 000 veaux (c'est peut-être 100 000 ou plus) ont été traités à l'Émulpan.

Si on estime qu'en moyenne chaque veau donnait 100 kg de viande, et que les morceaux commercialisés, y compris avec os, pesaient en moyenne autour de 250 grammes, c'est alors 4 000 000 de morceaux de cette marchandise qui ont été consommés en France. Oh, bien sûr, la toxicité ne pouvait pas être aussi violente que celle subie par les éleveurs absorbant le produit en contact direct. Mais qui pourra jamais dire le nombre de maux de tête, malaises nerveux, et manifestations pathologiques diverses dont ont été victimes les consommateurs sans pour autant imaginer que l'escalope mangée à midi aurait pu en être responsable.

L'intégration en quelques mots

L'intégration, c'est quoi ? C'est un contrat qu'une firme agro-alimentaire passe avec un éleveur particulier. En vertu de ce contrat l'intégrateur avance de l'argent à l'éleveur pour qu'il puisse acheter de jeunes animaux et un stock d'aliments composés. En contre-partie, l'éleveur s'engage à :

– Nourrir ses bêtes exclusivement avec l'aliment commercialisé par l'intégrateur.

– Prendre en charge la totalité des frais de production.

– Observer un réglement (plan d'alimentation notamment) établi par l'intégrateur.

– Acheter et vendre ses animaux uniquement à l'intégrateur lui-même ou à un intermédiaire choisi par celui-ci.

La différence entre le prix de revient de l'élevage et le prix de vente des bêtes constitue, lorsque cette différence est positive, ce qui n'est pas toujours le cas, le seul mode de rémunération des éleveurs.

Autant dire, que pour les trusts agro-alimentaires du genre de la Wessafic, les revenus sont juteux ! En effet, les intégrateurs ne prennent aucun risque puisqu'ils sont sûrs de placer leurs produits en exclusivité et d'avoir des débouchés. Pour eux, les aléas de tout élevage n'existent pas puisqu'ils sont à l'entière charge de l'éleveur.

En un mot, l'intégration est une forme de spéculation sur le travail des paysans.

Une loi barbare contre les handicapés

La loi d'orientation est une des pièces maîtresses du projet du pouvoir qui, avec le dossier scolaire et le projet Gamin, vise à détecter les enfants à « risques » et à les orienter dans leur scolarité, leur vie, leur profession à l'intérieur des filières spéciales. Une despremières conséquences de ce projet est de donner à tout enfant dit à « risques » un statut de handicapé qu'il conservera à vie. La notion de handicap reçoit donc une extension extrêmement dangereuse. Un chômeur parce qu'il est en situation sociale « anormale » pourra donc être un « handicapé ».

Ces « handicapés » verront leur avenir autoritairement tracé désormais par un organisme nommé par le préfet : la Commission départementale d'éducation spéciale (CDES). Celle-ci est chargée de les mettre à l'écart de la scolarité normale.

Les handicapés sont des travailleurs en lutte.



Une loi de ségrégation sociale

L'enfant désigné comme handicapé sera autoritairement envoyé dans des centres de formation dits spécialisés, où il aura une sous-scolarité, où il recevra une sous-formation. Les parents toucheront pour ce genre d'études une allocation de l'État.

Il sera sous la tutelle de la CDES jusqu'à 20 ans. Il ne sera donc majeur qu'à cet âge, et non à 18 ans comme tout le monde.

Les décisions de la CDES sont sans appel. Si les parents les refusent, ils ne touchent plus d'allocation et ils risquent d'être poursuivis devant le tribunal pour non-respect de ces décisions. Ainsi les parents s'élevant contre cette loi inique sont traités en délinquants. Nous sommes dans l'arbitraire le plus total.

Nous le sommes d'autant plus que la loi d'orientation ne s'applique qu'à ceux qui ont besoin d'une aide de l'État pour que leur enfant puisse aller à l'école, c'est-à-dire aux plus pauvres.

Les enfants dont les parents sont suffisamment aisés pour payer leur scolarité, échappent à cette loi, suivent une scolarité normale et ne sont pas considérés de fait comme handicapés. La ségrégation sociale est donc éclatante.

Des prolétaires surexploités

A partir de vingt ans, les handicapés sont pris en charge par une autre commission : la Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP). Ils sont donc majeurs en principe mais dépendent totalement de cet organisme qui leur attribue le statut de « travailleurs handicapés » qui définit leurs « capacités professionnelles », qui décide de les orienter autoritairement vers tel ou tel centre de travail et de leur allouer telle ou telle allocation ou pension.

Ainsi donc la ségrégation se poursuit chez les adultes. La COTOREP impose aux handicapés de travailler dans des ateliers spéciaux, hors du circuit productif normal.

Ils y feront un travail totalement déqualifié. *« Les immigrés font le gros sale boulot, bientôt les handicapés feront le petit sale boulot ».* Il n'est pas exclu qu'ils fassent aussi le gros sale boulot bientôt, s'ils sont aptes physiquement, avec l'application de la loi.

Dans ces centres ou ateliers, le salaire est toujours inférieur à 70 % du SMIC. Actuellement, le salaire moyen dans les ateliers spécialisés varie entre 50 et 600 F selon les capacités professionnelles. Dans ces entreprises, les droits syndicaux n'existent pas. La loi aggravera ces conditions.

Ainsi donc le pouvoir est en train de constituer systématiquement toute une population de prolétaires dits handicapés taillables et corvéables à merci, faisant l'objet dès l'enfance d'un isolement physique et idéologique total, et affreusement exploités. Ils peuvent être déplacés selon les besoins, prêtés à des patrons dans certains cas.

Ce statut de handicapé ne prépare-t-il pas la relève des travailleurs immigrés en pire puisque la bourgeoisie veut chasser ceux-ci ?

Henri MAZEREAU

En bref

• Rhône-Poulenc

Fichage systématique du personnel

La direction du trust Rhône-Poulenc vient de décider de mettre en fiche tout son personnel. La raison invoquée est « l'harmonisation du service de la paye ». Les renseignements demandés porteront sur des sujets n'ayant en réalité que peu de choses à voir avec la raison invoquée.

Il s'agit :

– De renseignements familiaux : milieu social, ascendants, descendants, nationalité.

– De renseignements professionnels.

– De renseignements concernant les activités politiques et syndicales.

– De renseignements sur le « comportement » de l'individu.

Les syndicats ont appelé le personnel à s'opposer à cette tentative de fichage. Le trust est dans une phase de restructuration, et ce fichage constitue pour la direction un moyen efficace de pouvoir éventuellement licencier de manière très sélective les ouvriers gênants du point de vue syndical par exemple ou ceux qui ne travaillent pas selon les impératifs de la productivité.

• Grande-Synthe (Nord)

Des disciples de Stoléru au PS

La mairie PS de Grande-Synthe a pris la décision de refuser tout logement aux immigrés sous le prétexte que les autres mairies (Dunkerque Saint-Pol) de la région refusent de le faire et renvoient systématiquement leurs dossier sur Grande-Synthe, et que le taux des immigrés dépasse le « seuil critique ».

Cette municipalité de gauche n'hésite pas à écrire noir sur blanc que la Grande-Synthe ne doit pas devenir « une ville poubelle » où se retrouvent tous les cas « sociaux ». Quelle différence donc avec la politique de Stoléru sinon que ce dernier exerce ses talents d'expulseur à l'échelon national alors que les conseillers municipaux de Grande-Synthe le font à l'échelle de la commune. L'amalgame immigrés-cas sociaux, fait aussi partie de la politique actuelle de la bourgeoisie (voir article sur la loi d'orientation).

Monique Guemann injustement sanctionnée

Au terme d'un décret du président de la République publié dans le « Journal officiel », Monique Guémann est nommée substitut du procureur de la République près le tribunal de Nanterre.

Monique Guémann qui avait exprimé son inquiétude en ce qui concerne les droits de la défense au moment de l'extradition de Klaus Croissant et ceci au cours d'une audience, a donc été mutée et rétrogradée d'échelon. Elle « annonce son *intention de déposer devant le Conseil d'État un recours contre la décision de la commision de discipline du ministère de la Justice* ».

11 personnes brûlées vives

Neuf personnes dont six enfants sont morts carbonisés il y a plusieurs jours à Godaux dans le Pas-de-Calais. Elles vivaient dans le grenier aménagé en chambre d'une maison en planche qui a brûlé tout à coup.

Deux enfants, la même nuit sont morts à Boulogne-Billancourt. Dans la chambre mansardée où ils dormaient le sèche-cheveux qui leur servait de chauffage s'est enflammé pendant que leur mère s'était absentée un moment, et a mis le feu à la chambre provoquant la mort des enfants.

Le froid ne tue donc que ceux qui ont des logements ou des chauffages de fortune et qui ne peuvent se payer des moyens de vie décente. Ce n'est pas le froid ni le feu qui a tué, mais la misère.

Un médecin condamné pour avortement

Un chirurgien dentiste de Lille, le docteur Franck Dupin militant du MLAC est comparu devant la justice lundi 20. Il est accusé d'avoir pratiqué gratuitement des avortements (environ 400) avant et après la loi Veil. Il est soutenu par des associations de femmes du Nord-Pas de Calais et par de nombreuses militantes.

Il est accusé en particulier d'avoir pratiqué un avortement sur une jeune fille de 16 ans, Paule. Le docteur Dupin a déclaré : « *Les vrais responsables, c'est l'hôpital qui a refusé trois fois à Paule de pratiquer un avortement alors qu'elle s'y est présentée dans des limites légales, c'est la loi Veil qui limite à dix semaines de grossesse la possibilité d'avorter et en exclut les mineures et celles qui n'ont pas assez d'argent, ce sont les médecins qui refusent aux femmes le droit d'avorter* ».

« Un soleil d'avance »

Un métro de retard

Depuis quelques temps déjà, les politiciens de tous bords ont décidé de miser la carte des « personnalités », dans leurs campagnes pré-électorales. Communiqués, manifestes, réunions-débats, pétitions, circulent dans les milieux « intellectuels » et « artistiques » afin de soutenir, les uns la majorité, les autre le PS ou le PCF.

Du côté de la majorité, les matières grises s'agitent. Une brochure ultra-luxueuse vient de sortir intitulée pompeusement «Un soleil d'avance», et signée par treize « artistes » de la majorité. Parmi ceux-ci, Eugène Ionesco pour le théâtre, Jean-Christophe Averty pour les réalisateurs de télévision, Loewenguth et Landowski pour la musique, (ce dernier membre du Comité directeur du RPR), et Jean Connehaye, président du Conseil supérieur de l'Ordre des architectes.

Dans leur manifeste cosigné, ces « très hautes personnalités » déclarent : *« Bref, les intellectuels ne croient plus aux valeurs qu'ils sont chargées de défendre, surtout lorsqu'il s'agit d'intellectuels, corps particulièrement atteint par ce virus de la démission, cette dépravation de l'esprit qui leur fait confondre liberté avec soumission maladive à l'égard de la tyrannie »*. Et, un peu plus loin : *« Mais, nous ne nous laisserons pas faire. Nous affirmerons très haut que la culture existe. Nous réclamons le droit de croire à nos valeurs car elles sont celles du monde libre et de l'Occident tout entier »*.

Comme on le voit, le ton est donné. On s'étonne de ne pas retrouver dans ce texte de référence à la supériorité des « aryens » d'Occident, mais ce n'est peut être qu'un oubli.

Les treize personnalités ont, en plus du manifeste, l'insigne honneur de pouvoir s'exprimer sur leurs disciplines respectives (à part M. Cornette de Saint-Cyr, qui ne fait pas porter le sujet de son article sur son métier de commissaire-priseur, mais sur la défense de l'Art français).

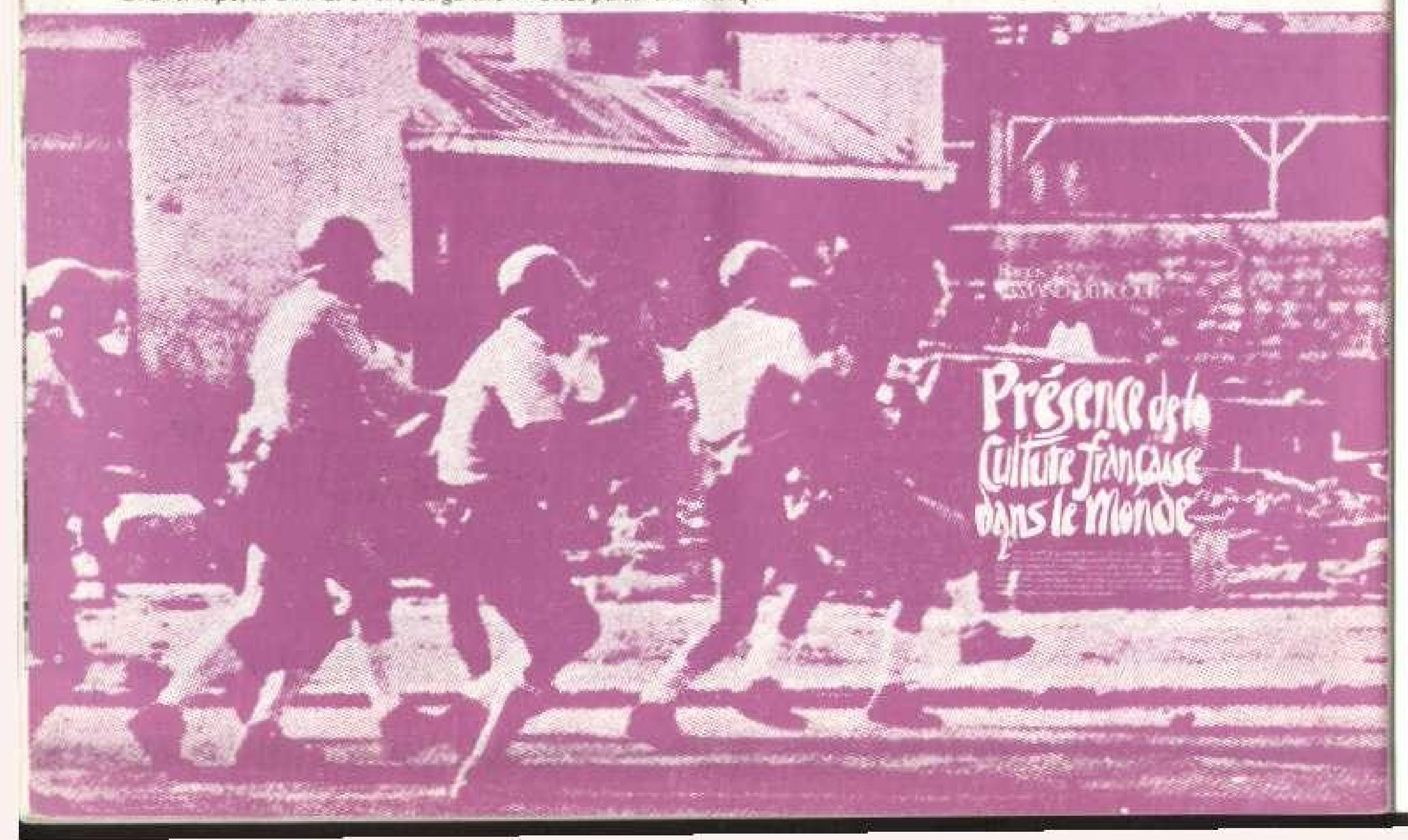
Ionesco s'attaque quant à lui au théâtre engagé et politique qui n'est *« plus un théâtre libre, et qui appauvrit le théâtre »*. *« L'avant-garde théâtrale a donc été bloquée par la propagande politique dont Brecht est le représentant le plus fameux »*, etc.

Bertrand Viard traite des maisons de la culture et propose des mesures d'urgence comme : *« Garantir le pluralisme des créations et la pluralité du public, veiller scrupuleusement à la non-politisation après avoir réussi la dépolitisation, soutenir le mécénat commercial et individuel »*.

Ainsi, nos « grands esprits » se sont jetés dans la bagarre. Rassurons-nous toutefois, malgré les apparences, les uns et les autres défendent en fait le même système, l'ordre capitaliste, la culture au service de l'idéologie bourgeoise individualiste, culture décadente corrompue par la recherche du profit sur le dos de la classe ouvrière.

Michel BATAILLE

« Présence de la culture française », « La meilleure télévision du monde des française », « Défense de l'art français », tels sont les quelques-uns des titres chauvins de la brochure des intellectuels de la droite. Ils sont dans la tradition... la « culture » française a toujours servi à masquer la réalité brutale et oppressive de la « culture française ». Ici, à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, le 26 mai 1967, les gardes mobiles partent à l'attaque.



FR 3

L'information baillonnée ...

Les stations régionales de radio-télévision furent créées en 1964 pour *« contre-balancer l'influence de la presse écrite régionale »* considérée comme défavorable au pouvoir, disait à l'époque Alain Peyrefitte alors ministre de l'information. Le livre blanc des journalistes de FR 3 nous le rappelle et nous décrit les mécanismes qui permettent de *« fabriquer »* une information bien aseptisée.

Cela commence par la pénurie des moyens techniques et l'insuffisance des effectifs qui permettent de justifier le traitement incomplet des événements. La carence de la formation professionnelle, vient encore renforcer les effets de ces insuffisances. A FR.3 on est pour la polyvalence des journalistes, et donc contre toute formation susceptible de leur apporter un approfondissement dans un domaine déterminé, car ce serait les spécialiser : *« Quand on s'adresse à un grand public et qu'on veut présenter un dossier, moins on en sait, mieux ça vaut »* affirme le chef du bureau régional de l'information de FR.3 de Lyon.

La structure même des programmes d'information constitue probablement le meilleur moyen de museler l'information. En plus des journaux télévisés, FR. 3 diffuse 2 magazines hebdomadaires de 13 minutes chacun : l'un consacré aux sports, l'autre intitulé *« Terroir »* traite de l'agriculture. En fait ce magazine présente essentiellement l'image d'une agriculture prospère et en plein développement, tout en camouflant les luttes des petits paysans menacés par l'exode rural et le chômage, c'est surtout une tribune de notables.

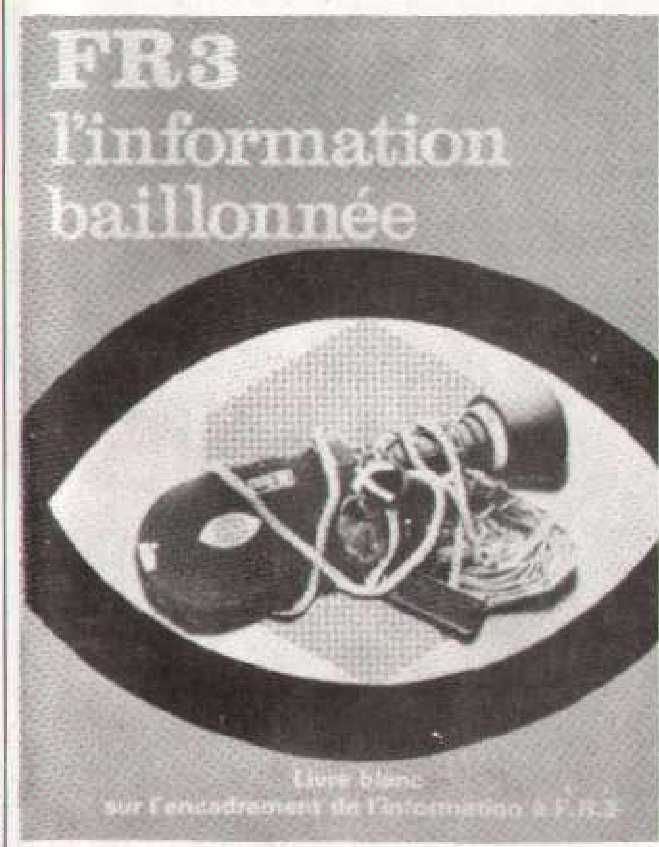
Dans les journaux télévisés quotidiens, limités à 20 minutes, la règle veut que les reportages n'excèdent pas cinq minutes. Cela permet d'évacuer les sujets gênants avec des arguments tels que : *« ce serait trop long dans le cadre du journal, c'est un sujet pour le magazine « Terroir »*. Mais il y aurait tellement de choses à mettre dans ce magazine que bien sûr il faut *« trier »*.

Enfin, si malgré tout ce dispositif, des informations « subversives » arrivent quand même à se frayer un chemin jusqu'à l'antenne, l'encadrement hiérarchique, conçu pour la répression, est là pour rappeler à l'ordre les journalistes égarés. Le livre blanc fourmille d'exemples de sanction abusives, le plus truculent étant celui de ce chef de bureau régional, réputé pour ses mesures d'intimidation et de censure à l'égard des militants du SNJ, et qui fût lui-même sanctionné et muté pour son manque de fermeté. Il avait laissé passer une enquête consacrée à la réforme Haby au cours de laquelle des représentants de syndicats d'enseignants avaient mis en cause le principe et les objectifs de cette réforme.

Le livre blanc de la section syndicale de FR. 3 du syndicat national des journalistes (SNJ), est très intéressant par les révélations qu'il contient sur les méthodes de la bourgeoisie pour baillonner l'information. Sa faiblesse c'est de laisser entendre dans sa conclusion qu'il suffirait d'un nouveau cadre juridique et institutionnel garantissant l'indépendance professionnelle des journalistes et un recrutement sur le seul critère de compétence pour que toutes les tares dénoncées disparaissent.

Cela est archi-faux, dans le système capitaliste aucun texte, aucune loi n'empêchera la bourgeoisie de baillonner l'information, seule la lutte résolue et unie peut les faire reculer. Ce livre blanc en donne d'ailleurs un exemple : le 13 octobre 1977 les reponsables de la station FR. 3 Auvergne refusent de laisser diffuser un magazine consacré aux difficultés des immigrésd'Afrique du Nord : *« reportage trop engagé et malhonnête »* disent-ils. Devant cette décision, l'ensemble des journalistes et techniciens menace de se mettre en grève.. Face à cette lutte déterminée, la hiérarchie s'incline.

Henri BERTHAULT



On peut se procurer ce livre blanc en s'adressant à : Syndicat national des journalistes, pièce 86-21, Maison de, Radio-France, 116, avenue du président Kennedy, 75016 Paris – Prix 15 F.

« Pitié pour le prof »

(Film canadien)

Pas de pitié pour les paysans

L'Ouest canadien au début des années 30, une plaine immense balayée par le froid et le vent. La crise économique frappe durement les paysans, réduisant certains à la misère et à l'exode. Un jeune instituteur, plein de bonne volonté et d'idées généreuses, confronté à une classe unique où se côtoient de jeunes enfants et de grands adolescents, des hommes déjà, qui participent aux travaux de la ferme.

Les parents semblent plutôt hostiles à ce jeune citadin, les élèves n'ont vraiment rien à faire de tout ce savoir livresque, coupé de leur vie, que Max Brown est chargé de leur communiquer. Très vite, celui-ci s'en rend compte, et invente au jour le jour une nouvelle pédagogie pour briser l'indifférence de ses élèves et la méfiance de leurs parents.

Tout cela aurait pu donner un grand film, si les tribulations de cet instituteurs avaient servi de révélateur nous permettant de comprendre l'essentiel de l'histoire qui nous était contée : d'où vient cette misère qui s'abat sur les paysans ? Pourquoi les idées socialistes se heurtent-elles à leur indifférence, voire à leur hostilité ? Comment l'idéologie bourgeoise agit-elle pour maintenir le pouvoir de la classe dominante ? Quel rôle veut-on faire jouer à l'école dans tout cela ?

Une vision bourgeoise de l'histoire

Mais l'une des caractéristiques de la culture bourgeoise, c'est justement d'inverser les choses pour masquer l'essentiel, et ce film n'échappe pas à cette règle. L'histoire véritable, celle qui en définitive, est la plus importante, n'est utilisée que comme un décor, un fond destiné à mettre en valeur le personnage central du « héros » sur lequel on va braquer tous les projecteurs.

C'est ainsi par exemple que l'expulsion d'un paysan ruiné n'est que prétexte à faire ressortir la sensibilité et la générosité du jeune instituteur, ou que l'épisode du meeting socialiste, traité d'ailleurs avec dérision, est utilisé pour illustrer son idéalisme utopique. Tout le film est construit comme si l'essentiel dans la vie de ce village, c'était en définitive la « mission » confiée à monsieur l'instituteur ainsi que ses efforts pour la mener à bien contre la nature hostile, les parents bornés, les élèves turbulents et même contre l'administration qui l'a envoyé.

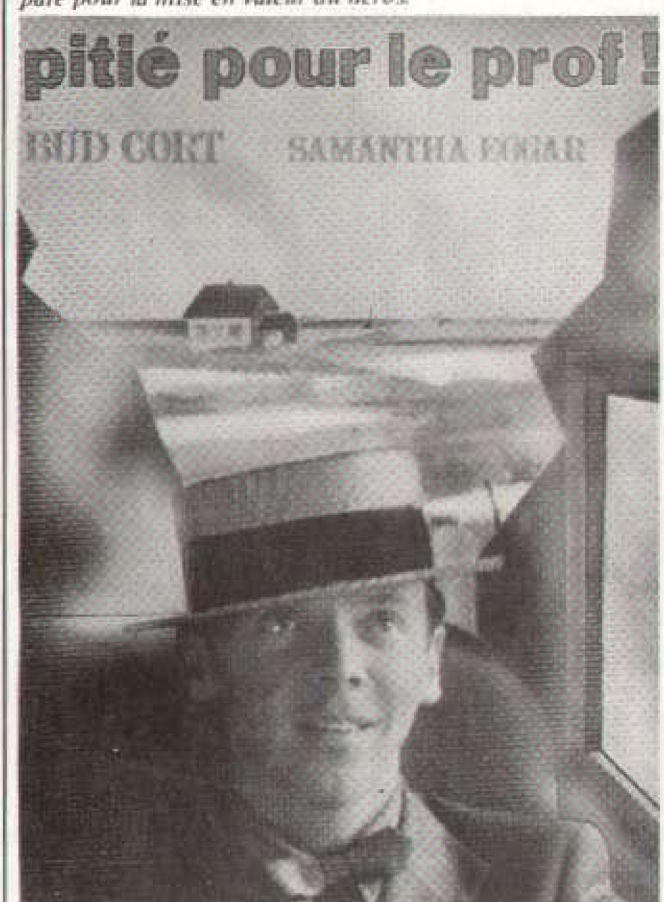
On y trouve cependant quelques séquences qui, prises isolément, sonnent juste : notamment certains dialogues avec le président des parents d'élèves, quelques plans marquant l'évolution des rapports avec le plus âgé des élèves, l'affrontement avec un paysan pauvre qui rejette les gestes de charité du jeune instituteur qu'il ressent comme des atteintes à sa dignité, l'altercation avec l'inspecteur. Tous ces moments et quelques autres ne manquent certes pas d'intérêt, mais ils ne parviennent pas à sauver le film qui demeure malgré tout réactionnaire.

Le mépris des paysans

La fin est significative du mépris des paysans manifesté par ce film. Désirant fuir définitivement loin de « cette fosse aux serpents » nous dit-on, Max Brown rentre chez les siens dès la fin de l'année scolaire. Mais le bon petit jeune homme se reprendra et reviendra quand même pour remplir sa mission éducative auprès de ces garnements. Pitié pour ce prof, sympathique malgré tout, mais pas de pitié pour la bourgeoisie qui le manipule pour répandre son idéologie pourrie.

Henri BERTHAULT

La vie et la peine des hommes transformées en carton-pâte pour la mise en valeur du héros.



« La société est obligée de pourvoir à la subsistance de tous ses membres, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler ».

« Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des droits et le plus indispendable ».



Flins, mai 1968

Soldats de l'impérialisme à l'entrainement

« Ceux qui font la guerre à un peuple pour arrêter les progrès de la liberté et anéantir les droits de l'homme doivent être poursuivis, partout, non comme des ennemis ordinaires, mais comme des assassins et comme des brigands rebelles ».

« Le peuple peut, quand il lui plait, changer son gouvernement et révoquer ses mandataires ».

« Les hommes de tous les pays sont frères, et les différents peuples doivent s'entraider selon leur pouvoir, comme des citoyens du même État ».



File de chôme... l'ANPE

Aujourd'hui, tous les partis bourgeois se réclament de la révolution bourgeoise de 1789, c'est-à-dire de l'époque où la bourgeoisie jouait un rôle progressiste. Mais dans les faits, tous ces partis rejettent les principes révolutionnaires de 1789.

Pour le montrer rapidement, nous avons choisi quelques articles de la Déclaration des Droits de l'homme préparée par Robespierre.

Les extraits que nous avons choisis montrent la volonté de Robespierre de s'appuyer sur le peuple, certains passages appellent le peuple à la révolution. Il est aisé de comprendre pourquoi ce projet a été rejeté à l'époque par La Fayette qui, lui, ne voulait pas de la révolution.

Les principes de 1789 et la réalité d'aujourd'hui



1977 Laïd Sebaï assassiné

ELLE EST POURRIE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE !

- Giscard-Barre, c'est le chômage, la misère
- Mitterrand, il veut gérer la crise
- Chirac menace les travailleurs
- Marchais veut imposer un capitalisme d'État

NON A TOUS LES POLITICIENS BOURGEOIS



POUR AVANCER VERS LE SOCIALISME
POUR PRÉPARER LES LUTTES DE DEMAIN

RASSEMBLONS-NOUS

dans

l'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Soutenons ses candidats !